

8,00 F

(IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE)

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

N° 1212, DU 5 AU 11 JUIN 1986

M1578

# ROUGE

*La  
paix sociale,  
c'est fini*  
(pages 2, 3, 4)



**1936**  
**LES RENDEZ-VOUS**  
**DE L'ESPOIR**



La télé constitue aujourd'hui un symbole. Symbole pour des gouvernants qui veulent démanteler le secteur public. Symbole aussi pour un mouvement d'opinion en train de se renforcer. Avant le rassemblement parisien du 7 juin, nous avons rencontré Gérard Vallès, journaliste à FR 3 Midi-Pyrénées et représentant de l'intersyndicale locale CGT, CFDT, SNJ des personnels de l'audiovisuel.

□ La résistance à la privatisation de l'audiovisuel et de la communication, de TF1 à FR 3, en passant par les PTT, s'organise. A Marseille, Rouen, Bordeaux, Limoges, Toulouse, ce sont les postiers visés par le projet de loi Léotard qui joignent leur action à celle des personnels des stations régionales de FR 3. La sensibilité anti-privatisation s'étend, chez les travailleurs des HLM ou dans certaines entreprises du groupe Thomson qui entrent en contact avec les personnels de TF 1 ou de FR 3.

Les chemins de la mobilisation sont loin de se cantonner à de fumeuses opérations médiatiques – et élyséennes – du style « TF 1, on t'aime comme tu es ». L'unité des privatisables autour de la télé montre, plus que jamais, qu'une manifestation nationale est non seulement possible, mais à l'ordre du jour. Les six heures organisées le 7 juin, place de la Bastille à Paris, à l'appel de l'intersyndicale de TF 1 ne peuvent évidemment en tenir lieu. Même si tout doit être fait pour en assurer le succès.

A Toulouse, un rassemblement-manifestation se tient le même jour à l'occasion de la visite de Léotard, Madelin et Longuet, venus tenir un conseil extraordinaire du Parti républicain. Une dizaine d'organisations syndicales et d'associations se sont rassemblées en un comité de soutien aux travailleurs de l'audiovisuel. Parmi elles, l'union régionale interprofessionnelle CFDT, la Fédération autonome des syndicats de police, la Ligue de l'enseignement, le CNAL, le syndicat autonome de la mairie de Toulouse (scission de FO), l'ACSF, le SNI, l'union départementale CFDT, la Ligue des droits de l'homme, la CFDT PTT, etc.

Notre correspondant local a

rencontré Gérard Vallès, le représentant de l'intersyndicale CFDT, CGT, SNJ, de Midi-Pyrénées (Radio-France, FR 3, TDF, l'INA). Il a bien voulu s'entretenir longuement avec nous du combat des travailleurs de l'audiovisuel. Nous en reproduisons de larges extraits.

□ On parle essentiellement de la privatisation de TF 1. Quel sort est réservé, selon vous, à FR 3 ?

Gérard Vallès – En ce qui nous concerne, il faut d'abord préciser que le choix du gouvernement

**La conséquence de la privatisation, ce serait une France à deux vitesses.**

ne concerne pas seulement TF 1. C'est un projet d'ensemble contre l'audiovisuel public. Il touche TF 1 – et c'est cela qui est spectaculaire – mais également FR 3, dans la mesure où l'on parle de changement de statut. Cela pourrait déboucher, à terme, sur une privatisation. Je suis journaliste. Je sais que, depuis 1982, la loi sur l'audiovisuel qui a été votée par le gouvernement socialiste nous a donné la maturité de vrais journalistes. Nous avons ainsi rompu les liens qui nous unissaient au pouvoir d'Etat grâce, notamment, à la création de la Haute autorité. Nous avons acquis un début d'indépendance faisant enfin de nous des journalistes comme les autres. Contrairement à ce que le pouvoir RPR voulait dire récemment par la voix des anciens conseillers de Pompidou, en précisant que nous n'étions pas

# Télévision : les chemins de la mobilisation

des journalistes à part entière, mais des journalistes qui devaient être la voix de la France.

Pour FR 3, le projet gouvernemental aura donc des conséquences sur le fonctionnement, sur la structuration et pourrait déboucher sur une privatisation pure et simple à condition qu'ils trouvent des partenaires financiers, ce qui n'est pas encore acquis.

□ *La privatisation sans bornes, alors ?*

G. V. — Oui, car elle toucherait aussi d'autres chaînes et d'autres services publics, TDF notamment. Si demain, TF 1 et FR 3 sont privatisés, TDF va perdre une partie de sa réalité. L'attaque touchera également la SFP, le plus gros système au monde en production et en qualité. La privatisation met tout cela en cause. Sa conséquence serait en quelque sorte une France à deux vitesses. La France de ceux qui peuvent avoir accès à toutes les images, et l'autre. Le monde rural n'aurait en particulier plus le choix d'un système audiovisuel, développé et pluraliste.

Ce problème dépasse donc les exigences corporatistes du personnel des chaînes de télé. C'est un problème d'identité nationale, de culture qui est posé. Le système audiovisuel national appartient aux Français ; il a été payé avec leurs impôts, leurs redevances, quelles que soient leurs opinions, leurs appartenances politiques. Pas un seul gouvernement au monde, pas même Thatcher, n'a osé privatiser un pan de son système audiovisuel public. La France ouvre la voie avec ces mesures.

□ *L'unité du personnel de toutes les sociétés de l'audiovisuel, mais aussi de tous les travailleurs de la fonction publique, paraît indispensable face aux menaces qui pèsent*

*aujourd'hui. Comment peut-elle se concrétiser, en particulier avec les travailleurs des PTT qui sont directement visés, eux aussi, par le projet de loi Léotard ?*

G. V. — En ce qui concerne l'unité du personnel de l'audiovisuel, nous avons, depuis quelques années, dans nos services, vu chaque organisation syndicale

*Nous sommes en présence d'un mouvement de fond. Les gens ont compris que l'audiovisuel et le secteur public sont éminemment utiles.*

tirer de son côté et batailler pour des questions d'influence, voire de pouvoir. Ce n'est pas une bonne chose. Le projet du gouvernement a au moins un mérite : il a ressoudé l'unité d'action. On a vu les principales organisations syndicales, la CFDT (majoritaire dans l'audiovisuel), la CGT et le SNJ appeler ensemble dans l'unité, à la grève du 21. C'est l'illustration concrète du dépassement des divergences pour répondre au gouvernement. Les travailleurs de l'audiovisuel ont su donner l'écho nécessaire à une action majoritaire et unitaire. Plus de 50 % du personnel était gréviste le 21 mai. C'est un premier pas qui doit être amplifié. La bataille contre la privatisation se déroule maintenant sur un terrain extrêmement favorable, avec une unité d'action qui commence à porter ses fruits.

L'autre événement important, c'est la mobilisation de syndicats, d'associations et parfois de partis politiques qui ont sponta-



Salaires, emploi, privatisation : trois facettes d'un même combat.

nément répondu à l'appel de l'intersyndicale. Le 21, on a vu beaucoup de délégations syndicales venir soutenir les grévistes et discuter avec eux. A Toulouse

par exemple, l'UECT (syndicat des communaux toulousains, une scission de FO) a diffusé trente mille tracts de soutien à l'audiovisuel public. Dans les

PTT, la CFDT, et parfois la CGT, ont organisé des heures mensuelles d'information, en invitant l'intersyndicale de l'audiovisuel. Ce mouvement prend de

# SNCF, premier but !

*Ce que révèle la grève des 30 et 31 mai chez les cheminots, c'est un énorme potentiel de mobilisation.*

□ Un vrai succès. « C'est la première grève aussi massivement suivie depuis des années », si l'on met à part évidemment la grève générale et spontanée des roulants, après les catastrophes ferroviaires en chaîne de l'été dernier. Entendons-nous : celle-ci fut une riposte foudroyante et exceptionnelle à des conséquences exceptionnelles de la dégradation des conditions de travail à la SNCF.

L'arrêt de travail des 30 et 31 mai a des airs de lutte classique. Les syndicats déposent des revendications et un préavis de grève avant que le travail ne s'arrête. Mais l'arrêt de travail a dépassé les termes de certains des préavis. Il a conforté les prévisions les plus optimistes, celles des militants syndicaux les plus unitaires et les plus acharnés.

Prévue à l'origine pour les agents de conduite (ADC), la grève a été massivement suivie dans ce secteur et a largement débordé dans les autres services. Les taux de participation les plus faibles avoisinaient tout de même 30 à 40 % de grévistes chez les roulants ; 50 à 60 % d'ADC en grève était une bonne

moyenne ; et la proportion de 70 à 90 % de grévistes n'était pas rare dans plusieurs dépôts de la région parisienne, en Normandie, dans la région Sud, etc. Contrairement à ce qu'annonçaient les radios du matin et la direction de la SNCF, le « train sur trois assurant le service grandes lignes » dans les gares de la capitale était le plus souvent absent, vérification faite des panneaux « départ ». Les autres services, des administratifs aux triages, en passant par les ateliers, se sont joints au mouvement.

Bref, un potentiel énorme de combativité s'est manifesté ouvertement chez les cheminots. Certains paraissaient pourtant bien timides pour les appeler tous ensemble à l'action. Le syndicat autonome des agents de conduite (FGAAC) ne visait évidemment que cette catégorie. Les consignes de la fédération CGT étaient de limiter la grève aux ADC... C'est la CFDT — qui n'a pourtant pas cette image de marque-là nationale — qui débloqua la situation dans nombre de régions. Les unions professionnelles régionales cheminotes de la CFDT ap-

pelaient en effet toutes les catégories de personnel à l'action. D'ailleurs, nombre de cheminots avaient bien eu l'impression d'être tous concernés en entendant l'annonce de la grève sur leur poste de radio ou de télévision. Une information honnête, il faut le noter au passage, sur les médias. Sans rapport avec les campagnes antigèves que l'on a parfois connues. Ce que n'a pas dû goûter Chirac...

Comment pousser l'avantage et repousser la politique de suppression d'emplois, de compression accélérée des salaires, se demande-t-on aujourd'hui dans ce secteur ? La CGT appelle seule à une nouvelle journée d'action le 12. Ses modalités, pouvant aller jusqu'aux arrêts de travail, seront déterminées à la base. Cela risque d'être plutôt le bide. L'action oui, mais unie. La division, non. Le premier enseignement que tous devraient tirer de la grève des 30 et 31 mai, c'est que son succès s'explique, avant tout, par son caractère unitaire. Sur ce point, la lutte de la SNCF ressemble fort à ce qui se passe aujourd'hui dans l'ensemble du secteur public.

Michel Morel

**Le samedi 7 juin**

**Tribune libre  
de la LCR**

**à 16 h 15 sur FR3**

► l'ampleur et le collectif de l'audiovisuel regroupe désormais seize organisations.

□ *Peut-on parler d'un mouvement de défense du service public ?*

G. V. — Oui, nous sommes en présence d'un mouvement de fond en train de grandir et qui devrait conduire à la constitution d'un front du refus face au gouvernement. Les gens ont compris que l'audiovisuel, et le secteur public en général, sont éminemment utiles. Même si, à juste titre, ils peuvent râler sur leur situation actuelle, ils ne sont pas prêts à ce que l'on y touche.

Aux PTT, à la SNCF, ou ailleurs, les travailleurs prennent conscience qu'à travers la télévision, ils sont aussi menacés. Huit mille emplois supprimés à la SNCF, sept mille aux PTT ; combien dans l'Education nationale ? Ils sont en train de dépasser les problèmes antérieurs, car il y a un objectif impératif : défendre le secteur public

*Une grève du secteur public renverserait le rapport des forces.*

dans toutes ses composantes. Nous pensons que nous pouvons réaliser, non pas une unité d'action parfaite, mais une large convergence des objectifs communs entre les différents secteurs du service public. De telle sorte que la riposte ne soit plus localisée à la télévision mais que ce soit une riposte d'ensemble, en liaison avec l'opinion publique qui, pour le moment, nous est favorable.

□ *A la télévision, à la SNCF, chez les tramontans de Toulouse, aux PTT, les premières ripostes à la politique de Chirac semblent démontrer qu'à un raidissement du pouvoir correspond bien un raidissement des travailleurs.*

G. V. — C'est plus qu'un raidissement du gouvernement, c'est un gouvernement qui est en train de faire une politique abracadabrante. Une politique qui va même à l'encontre de son propre intérêt, qui serait de maintenir un semblant de paix sociale, comme surent le faire les socialistes, pour mener à bien ses projets économiques, développer ses projets politiques, donner quelques chances à la cohabitation. Or, il met en œuvre des mesures qui braquent contre lui des pans entiers de l'opinion. Quand il attaque le secteur public, les gens qui aiment bien que

l'on « dégoise » un peu sur les fonctionnaires montrent — et ils sont majoritaires selon les sondages — qu'ils ne sont pas prêts à le laisser brader. A l'intérieur du service public, le gouvernement a réussi à construire une capacité de combat des organisations syndicales et des travailleurs qui trouvent une raison valable pour combattre et faire la grève. Du point de vue des rapports de forces, c'est important. La télévision n'est plus isolée. D'autres catégories se sentent menacées, sont solidaires !

□ *Est-il possible de faire re-*

*culer l'équipe Chirac-Léotard-Balladur et à quelles conditions ?*

G. V. — Ce rapport de forces qui prend corps, les organisations syndicales doivent de toute façon l'entériner. Même si elles ne peuvent pas faire autre chose. Car c'est la base qui va décider en la matière. On peut, avec un peu d'intelligence et de bonne volonté de la part des organisations syndicales, reconstruire un minimum d'unité d'action permettant aux travailleurs de résister aux attaques du gouvernement.

Va-t-on réussir ? Il ne faut pas

se leurrer. En quelques jours, nous n'arriverons pas à faire ce que la droite a fait pour l'école privée, cette fantastique mobilisation débouchant sur un million de personnes rassemblées à Versailles. Sur l'audiovisuel, nous ne mettons pas un million de gens dans la rue. Les choses sont plus difficiles. Ne serait-ce que parce que la télévision ne concerne pas les gens au même niveau que l'école.

Cela dit, il y a un mouvement d'opinion, et pas seulement à gauche, qui conteste la vision de la droite en matière d'audiovisuel et de privatisation du sec-

teur public en général. Ceux-là commencent à se dire : sous quelle forme va-t-on s'exprimer ? C'est à nous de les trouver.

Pourrons-nous faire plier le gouvernement ? On ne peut pas faire de pronostic. Mais il va de soi que nous voulons l'amener à revoir ses plans. De ce point de vue, il serait tout à fait important qu'une grève du secteur public voit le jour. Et il est certain qu'elle renverserait le rapport de forces.

Propos recueillis par Raymond Couspure

# SNCF, RATP, fonction publique Printemps prometteur

*La paix sociale, c'est fini. On ne peut pas encore parler de printemps chaud, comme le dit le journal patronal « les Echos ». Mais...*

□ Il semble donc toujours aussi difficile d'accorder les violons. Dans la fonction publique, la CGT, la CFDT, FO sont au moins d'accord pour faire du 17 juin une journée d'action marquante. Mais sous quelle forme, avec quels moyens et sur quelles consignes précises ? Cela reste pour le moment un mystère.

« On » joue encore à cache-cache. Au lendemain d'une grève unitaire à la SNCF qui fut un succès (voir page 3), la fédération CGT des transports appelle seule à une journée d'action, le 12 juin. Dans les PTT, à la veille d'un mouvement unitaire qui peut être franc et massif le 17, la fédération CGT appelle seule à l'action le 3. Qui renforce quoi ?

A la RATP, sous les feux de l'actualité aujourd'hui — et en danger demain de réduction brutale de son budget —, l'accident a bien failli se produire. Le syndicat autonome, majoritaire chez les conducteurs de métro, avait décidé d'appeler, seul, à l'action le 30 mai. La raison et, sans doute, la hauteur de l'enjeu l'ont conduit à repousser le mouvement au 11 juin, après avoir rencontré les autres organisations syndicales, CGT, CFDT et FO.

Les électriciens doivent entrer dans l'action le 12 juin, après avoir constaté qu'ils ne pouvaient infléchir, par la négociation, les consignes du gouvernement sur les salaires. La CGT appelle à la lutte de son côté, les autres syndicats du leur. Mais

tous ont au moins retenu le même jour. Toutes ces péripéties démontrent que l'unité dans l'action demeure la question centrale. Agir dans la division conduit à rester seuls... Face à la politique de Chirac, dans leur grande majorité les travailleurs sont pourtant convaincus que ce n'est pas le moment.

La bataille pour l'unité vaut vraiment le coup d'être menée. Et gagnée ! Mais l'unité pour quoi ? Le 17 juin des fonctionnaires ne risque-t-il pas, par exemple, d'être un jour de fourre-tout sans lendemain, à quinze jours des congés payés ?

Certes, il y a de quoi mener un travail d'explication sur les raisons de revendiquer aujourd'hui. L'unité des batailles pour le pouvoir d'achat, contre les suppressions d'emplois (1,5 % des effectifs) et le refus d'en créer en nombre suffisant — dans les lycées notamment — ne va pas de soi. Le tout au moment où la remise en cause des statuts et des missions du service public complète le décor. Il ne s'agit pourtant pas d'une volonté formelle de tout mélanger, de tout globaliser. Les multiples réactions aux menaces de privatisation de la télévision en témoignent : les projets gouvernementaux ont une dimension globale.

Tout vaut d'être démonté, expliqué, discuté avec les travailleurs des services et les adhérents des syndicats. L'unité, l'information, l'efficacité : voilà trois bonnes raisons d'organiser réunions d'information et assemblées unitaires.

Après le 17 ? Ce problème ne se posera pas seulement le 18. A la SNCF, les suites de la mobilisation sont discutées sérieusement depuis le 30 mai.

Une grève d'une demi-journée ou d'une journée ne changera pas les choix de Chirac-Léotard-Balladur. Tout le monde peut en être convaincu. Pour faire le poids, il faut dès aujourd'hui voir plus loin. Les journées de juin se multiplient : le 7 pour la télévision, le 11 à la RATP, le 12 à l'EDF et le 17 dans la fonction publique. Ces premiers bols d'air doivent ouvrir une période de lutte, liant les explications à l'opinion, la dénoncia-

tion de la politique gouvernementale, la préparation d'un plan de mobilisation, dont septembre pourrait être le premier jalon...

Les militants qui ont souvent exprimé ces idées par le passé ont toutes les raisons de les reprendre aujourd'hui. Pour les faire partager le plus largement possible par leurs collègues de travail, et entendre aux directions des organisations syndicales.

Telle est la condition pour répondre au sentiment qui se répand depuis la mi-mai : une volonté de résister massivement aux attaques réactionnaires.

Pierre-Marie Balcou

A la SNCF, on parle de la suite...



# RIEN NE VA PLUS

*En accélérant le rythme de ses attaques, le gouvernement croyait administrer la preuve de sa force. Sa démarche chaotique le révèle en fait plus fragile qu'il n'y paraissait jusqu'alors.*

Il a fallu attendre bien peu de temps, après le 16 mars, pour que les failles apparaissent dans l'édifice majoritaire. L'usage de l'article 49-3 de la Constitution devient un véritable moyen de gouverner. Son usage systématique montre un Premier ministre incapable de cohabiter avec sa propre majorité parlementaire.

Le recours à ce procédé devient même loufoque. Pour une histoire de taxes sur les flippers, au terme d'une nuit blanche, Chirac en usa de nouveau. Par-delà ces épisodes grand-guignolesques, les lézardes majoritaires se creusent à chaque question, quelle que soit son importance.

## Fascinés par Reagan

La démagogie sécuritaire, arsenal inépuisable de la campagne électorale de la droite, se retourne contre le gouvernement. Les CRS et les unités de toutes sortes, largement répandus sur les

chaussées et les trottoirs, ont accumulé en quelques jours un nombre tel de bavures que la nuance pénètre jusque dans les discours les plus ultras des fanatiques du tout répressif.

Quand au libéralisme, les Reagan de l'Hexagone en font un usage hésitant. Certains voudraient bien aller vite dans la privatisation, mais l'équilibre social s'en trouverait compromis. Seguin, le ministre des Affaires sociales, en vient à supplier les patrons d'embaucher, afin que sa politique et le libéralisme ne sombrent pas dès les premiers mois de la prise du pouvoir.

Le gouvernement ne menace certes pas de s'écrouler à chaque pas. Mais sa démarche cahotique le montre beaucoup plus fragile qu'il n'y paraissait jusqu'alors. Le début de remobilisation sociale se conjugue avec les problèmes non réglés, au sein du camp réactionnaire, avant le 16 mars. Les mois à venir se présentent sous les auspices d'une crise à répétition.

Pour autant, le mouvement ouvrier semble peu pressé de répondre à cette situation, bien que beaucoup de travailleurs estiment qu'il faut « marquer le coup » contre Chirac.

On a bien évoqué l'idée d'une vaste manifestation de l'ensemble des forces ouvrières contre la privatisation de TF 1, sorte de revanche à la manifestation des Versaillais de l'école privée, en 1984. Mais, si le PS entoure de toutes les attentions les velléités de combat des personnels de l'audiovisuel, il préfère retarder l'heure des grands

affrontements. Tous son dispositif s'ordonne autour de l'échéance présidentielle que François Mitterrand semble préparer activement. Jospin ne trouve donc rien de plus pressé que de réunir une série d'experts, afin d'élaborer la plate-forme de son candidat.

Quant à la direction du Parti communiste, elle poursuit son orientation consistant à dénoncer davantage la collaboration des socialistes avec la droite plutôt que les attaques en cours.

## L'enjeu central

Pendant ce temps, grandit le sentiment qu'il faut résister. Ce n'est pas un raz de marée social, mais beaucoup de syndicalistes et de travailleurs combattifs retrouvent le chemin des luttes et de l'unité d'action.

Ainsi se dessine l'enjeu central de la situation pré-

sente. Alors que la cohabitation entraîne une certaine instabilité au sommet de l'Etat, il devient possible de faire reculer les hommes au pouvoir. Battre le plan de privatisation de TF 1, empêcher l'application du projet de gel des salaires du secteur public et de réduction de ses effectifs, défendre les libertés et les droits des travailleurs immigrés, cela devient une perspective envisageable. Pour peu que l'on s'en donne les moyens, qu'on agisse pour améliorer le rapport des forces. Faute de quoi, les travailleurs resteront spectateurs des jeux politiques qui occupent le sérail parlementaire. Au détriment de leurs plus élémentaires conditions de vie et de travail.

Deux mois et demi après l'échec électoral de la gauche aux législatives, le recours à l'action contre les projets réactionnaires du gouvernement est la seule voie possible.

Jean Lantier

## BELGIQUE

# UNE DEMONSTRATION DE FORCE

*La marche sur Bruxelles de deux cent mille travailleurs belges le 31 mai marque une étape de la lutte de classes dans toute l'Europe. Notre camarade Ernest Mandel en tire quelques premières conclusions.*

La manifestation fut la plus importante de toute l'histoire du mouvement ouvrier belge. Le chiffre équivalent, compte tenu des écarts de population, serait une manifestation de 1,2 million de travailleurs en France, en Grande-Bretagne ou en Italie, de 1,5 million de travailleurs en RFA.

Son caractère essentiellement prolétarien, sa force, malgré un taux de chômage de 13 % et le démantèlement de plusieurs bastions traditionnels montrent que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier de Belgique gardent intact leur potentiel de combat contre les attaques du capital.

Cette démonstration inflige un démenti cinglant à tous ceux qui croient que nous assistons à un déclin définitif de la « culture ouvrière ». Elle a vu se déployer une forêt de drapeaux rouges comme on n'en avait jamais vue. L'Internationale fut cent fois reprise en chœur, et pas le moins par les dizaines de milliers de jeunes qui participèrent pour la première

fois à une manifestation ouvrière. Les nouvelles sensibilités féministe, écologiste, pacifiste étaient présentes et c'est tant mieux ! Mais elles étaient entraînées dans le puissant courant centripète qui se dégage d'une telle démonstration de force prolétarienne.

La manifestation du 31 mai fut profondément unitaire. Elle succéda à deux semaines de grève dans le secteur public menées en ordre dispersé. Avec un instinct très sûr, la classe ouvrière saisit l'appel de son organisation de masse la plus importante, la centrale syndicale FGVB, pour manifester sa volonté du « tous ensemble », unifiant sur une large base interprofessionnelle ceux et celles du public et du privé. Elle évita tout ce qui pouvait opposer catholiques et anticléricaux, Flamands et Wallons. Un puissant appel unitaire émanait d'elle vers les syndicats chrétiens ballottés sous la pression de la base entre la participation à la lutte et la collaboration avec le gouvernement.

La manifestation du 31

mai fut plus combative que prévue. Les deux mots d'ordre pour lesquels le Parti ouvrier socialiste (section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale) et d'autres courants d'extrême gauche s'étaient battus depuis deux semaines — « A bas le gouvernement Martens-Gol » et « Grève générale » — prévalaient dans le cortège. Des mots d'ordre anticapitalistes fusèrent de nombreuses délégations. La manifestation confirma que dans la plupart des pays d'Europe capitaliste, nous assistons à la fois à un maintien de l'influence majoritaire des anciens appareils sur la classe, et à un relâchement sérieux de leur contrôle sur les masses.

A cette foule immense, combative, ardente, intelligente, réclamant la poursuite du combat, les dirigeants en place ne donnèrent aucun mot d'ordre, ne surent offrir aucune perspective. Leur liberté de manœuvre est sévèrement restreinte par leur volonté d'entrer eux-mêmes au gouvernement pour gérer à leur tour la crise.

Ernest Mandel

**CAMP INTERNATIONAL DE JEUNES - CAMPEGGIO DELLA GIOVENTU INTERNAZIONALE - CAMPO DE JUVENTUD - INTERNATIONAL JUGENDLAGER - INTERNATIONAL YOUTH CAMP**



JCR  
9 rue de Tunis.  
75 011 Paris.

**Du 12 au 19 juillet - Corrèze**

# APARTHEID A PARIS ?

*Avant que le gouvernement n'adopte les projets sécuritaires préparés par le tandem Pasqua-Pandraud, les associations démocratiques mettent en alerte l'opinion. Le danger est en effet de taille.*

**C'**est le 11 juin que le Conseil des ministres devrait adopter ses projets de loi relatifs à l'immigration. Dès maintenant, les réactions se multiplient. Après la Ligue des droits de l'homme, c'est le MRAP, le CAIF, la FASTI qui alertent l'opinion publique et les démocrates contre l'atteinte aux libertés représentée par ces mesures.

La FASTI souligne, en particulier, que « les atteintes aux droits d'une catégo-

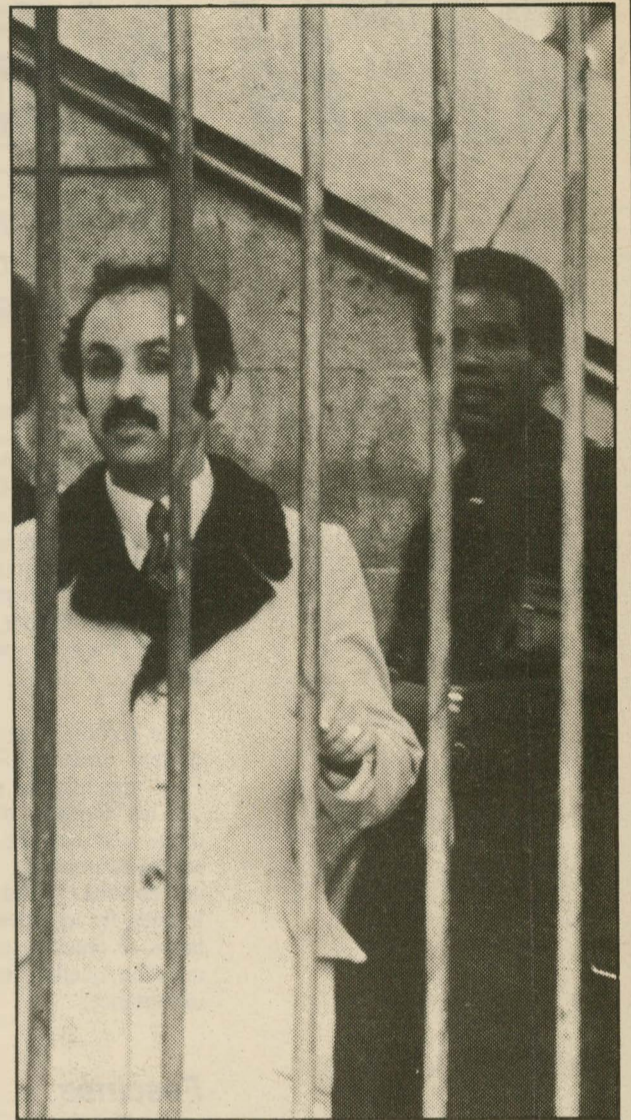
rie de la population [les immigrés] auraient des conséquences sur l'ensemble de la population ».

Ce qui apparaît le plus dangereux, c'est bien la systématisation de l'arbitraire. L'immigré est *a priori* un suspect, contre la règle élémentaire du droit qui veut qu'avant d'être condamné, tout individu soit « présumé innocent ». Comme le souligne la FASTI : « *Tout étranger est un suspect en puissance, la police pouvant à la fois s'immiscer dans sa*

*vie privée, juger, retenir en détention, expulser. Ainsi la menace pour "l'ordre public" est à la libre appréciation de la police.* » De même, l'immigré devra faire preuve de bonne foi si par exemple un employé de préfecture trouve que ses papiers semblent falsifiés.

Laisser dans une telle situation une partie considérable de la population, c'est incontestablement préparer la légalisation d'un tel système et il n'est pas abusif de parler, dans ces conditions, d'apartheid à la française. C'est pourquoi des organisations telles que la FASTI, le MRAP, la LDH ou le CAIF en appellent à toutes les forces démocratiques pour s'y opposer activement. Dans ce contexte, le rassemblement-concert du 14 juin se prépare activement dans tous les comités Stop-Racisme, et les murs de Paris se couvrent d'affiches. Tous doivent maintenant s'activer pour son succès. N'oublions pas qu'il s'agit du premier rassemblement antiraciste organisé depuis le 16 mars. L'occasion de dire haut et fort que l'égalité des droits demeure une exigence portée par des dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs !

Hélène Viken



Tout étranger devient un suspect en puissance.

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

### Droit de licencier : réagir maintenant

C'est presque honteusement que le débat sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement a débuté, le 26 mai, au Parlement.

Comble du cynisme libéral, Philippe Seguin, ministre des Affaires sociales, déclarait quelques jours plus tard à Europe 1 qu'il ne serait pas « étonné que le nombre de demandeurs d'emplois augmente d'une façon non négligeable dans les prochains mois ». Nous non plus...

#### Eux-mêmes l'avouent...

Le ministre Seguin pense que « la suppression de l'autorisation administrative ne créera pas elle-même, directement, tel ou tel nombre d'emplois ». On ne lui fait pas dire.

Et le ministre de Chirac, après avoir lâché cet aveu, se tourne vers les patrons pour les supplier d'embaucher. Sans quoi, dit-il, c'est la politique libérale et, avec elle, le libéralisme, qui risquent d'échouer.

Sans doute Philippe Seguin prend-il les travailleurs pour des billes. Quel patron embauche ? Même le « grand » Bernard Tapie fait le ménage à Wonder, Manufacture et autres principautés du gagnant en chef.

Quel patron embauchera, quand le gouvernement donne l'exemple des suppressions d'emplois dans le secteur public (RATP, SNCF), le service public (TF 1) et les fonctionnaires ?

En fait, la suppression de l'autorisation délivrée par l'Inspection du travail sert de signal de licencier, dans toutes les entreprises, quelle que soit leur taille. Risque

d'être légalisé le licenciement à la tête du client. C'est ça, être moderne et libéral ?

#### Non à la suppression...

Qui peut croire que l'extension du droit patronal de licencier peut se traduire par la création d'emplois ?

Même si l'inspecteur du travail avait peu de pouvoirs, ce peu-là, une fois supprimé, donne au patron tous les droits.

Si la suppression passe, votée tout à la fois par le RPR, l'UDF et le Pen, alors tout patron pourra licencier sans avoir à justifier le bien-fondé du motif économique. Et ce, dans toutes les entreprises ! Tout juste devra-t-il fournir à chaque victime l'exposé écrit du « motif réel et sérieux » du licenciement. Pour le reste, allez aux prud'hommes...

Eh bien, ce mauvais coup-là ne doit pas rester sans réponse. Tous les syndicats sont contre la suppression, qu'ils s'unissent pour organiser la riposte. Il y a urgence.

Tous les travailleurs sont inquiets de cette suppression. Exigeons ensemble des syndicats qu'ils traduisent en action unitaire et collective l'opinion ouvrière majoritaire.

C'est maintenant qu'à l'Assemblée la suppression est discutée. Les protestations, les actions unitaires doivent converger vers elle.

Les seules batailles perdues d'avance sont celles qu'on ne livre pas. La responsabilité des directions syndicales est engagée. Qu'elles fassent leur devoir, dans l'unité, contre la suppression.

**TOUS ET  
TOUTES AU  
CARNAVAL  
CONCERT**

**GRATUIT**

**BASTILLE-14JUIN**

**A L'APPEL  
DE SOS-RACISME**

**Avec :**  
**UB 40. Communards.**  
**Bronski Beat. Red Skin.**  
**Gilberto Gil.**  
**J.-J. Goldman. Ray Lema.**  
**Gold.**

# UN SYNDICALISTE SOUS LES VERROUS

*Zbigniew Bujak, principal dirigeant clandestin de Solidarnosc, vient d'être arrêté.*

C'est au lendemain de la décision de l'assemblée du Fonds monétaire international d'admettre la Pologne en son sein que la police politique arrêta le principal dirigeant clandestin de Solidarnosc, Zbigniew Bujak. Le même jour étaient emprisonnés Konrad Bielinski, un autre membre de la direction clandestine du syndicat de

Varsovie, Ewa Kulik et l'un des militants les plus connus de l'ex-Comité de défense des ouvriers (KOR), Henryk Wujec, qui, lui, n'était pas clandestin. Ainsi, au moment où, selon le correspondant de la presse Hersh à Varsovie, « le gouvernement polonais compte s'abriter derrière les experts occidentaux pour faire accepter par la population des réformes impopulai-

res mais nécessaires », la répression s'accroît contre les syndicalistes indépendants.

L'arrestation du Bujak est un coup dur porté à l'ensemble du mouvement ouvrier polonais. Cet ancien ouvrier de la fabrique des tracteurs Ursus, à Varsovie, avait pris contact avec le KOR au début 1980. Lorsqu'en juillet 1980 le gouvernement polonais

augmenta les prix alimentaires, il anima la première grève à Ursus, tentant d'organiser alors une commission ouvrière inspirée de l'exemple espagnol. Elu président de Solidarnosc dans la région de Varsovie, il fut également membre de sa direction nationale. En automne 1981, il chercha, à l'exemple des syndicalistes de la région de Lodz, à mettre en place un contrôle social de la distribution, pour lutter contre la pénurie. Echappant à l'arrestation lors du coup d'Etat du 13 décembre 1981, Bujak fut l'un des fondateurs de la direction provisoire clandestine (TKK) de Solidarnosc. A la stratégie de la grève générale, prônée alors notamment par les syndicalistes de Basse-Silésie, il opposa celle du développement d'une contre-société (« la société clandestine ») censée imposer la négociation à la bureaucratie.

Cette ligne, qui privilégiait au détriment de la coordination des structures syndicales d'entreprise le développement d'autres secteurs de résistance et

s'opposait à toute perspective d'affrontement central avec le pouvoir bureaucratique, a accentué les divisions du mouvement social polonais. Le récent développement de courants politiques en son sein, et en particulier d'un courant socialiste et révolutionnaire connu sous le nom d'Opposition ouvrière, qui place au centre de ses perspectives la généralisation des luttes ouvrières, en est une des conséquences. Mais si l'autorité de Bujak était largement contestée par les cadres de Solidarnosc, il restait aux yeux de tous le symbole de la résistance opiniâtre face aux velléités de normalisation du général Jaruzelski. Au sein de la TKK, il était le dernier dirigeant national élu avant l'instauration de l'état de guerre et symbolisait ainsi la continuité de Solidarnosc. Son arrestation affaiblit ainsi non seulement la TKK mais l'ensemble du mouvement.

Mais si Jaruzelski espérait réduire Solidarnosc à l'impuissance par ce coup de filet, ces espoirs ont été immédiatement démentis. A Varsovie et à Gdansk, des manifestations spontanées ont accueilli l'annonce de l'arrestation de Bujak. A Cracovie, le dimanche 1<sup>er</sup> juin, une manifestation antinucléaire de plusieurs milliers de personnes a repris à son compte l'exigence de la libération de Bujak. Pour spectaculaire qu'elle soit, la répression n'arrête pas la lutte des syndicalistes polonais. Ils nous trouveront, comme toujours, à leurs côtés.

Cyril Smuga

## NICARAGUA

# LE TEMPS DES BRIGADES

*Avec l'été vient le temps des brigades de solidarité avec la révolution nicaraguayenne. Reagan fait tout pour aider la contra, à nous de tout faire pour aider le Nicaragua sandiniste.*

Chaque année, le soutien à la révolution nicaraguayenne s'exprime sous la forme originale des brigades de solidarité : trois semaines de travail en partageant la vie quotidienne des paysans nicaraguayens, leurs mobilisations, mais aussi les difficultés au jour le jour et les conséquences de l'agression nord-américaine ; une semaine pour visiter le pays, rencontrer les représentants des organisations populaires ou préparer des liens plus permanents (jumelage de villes, d'écoles, de sections syndicales...).

Voilà une bonne façon de concrétiser notre solidarité avec la révolution populaire sandiniste, sur place, mais aussi en popularisant son initiative avant le départ (chaque brigade doit rassembler 15 000 francs pour financer l'école qu'elle construira) et au retour, en rendant compte de son expérience.

Les brigades de solidarité sont aussi une occasion de découvrir en commun un processus révolutionnaire en marche, pour des personnes venues de tous les

horizons : militants politiques, syndicaux, tiers-mondistes... Et, souvent, de poursuivre un combat unitaire anti-impérialiste au retour.

Cet été, les brigades de solidarité participeront à différents chantiers : projets locaux pour les brigades de comités de villes ayant déjà des liens directs avec une ville du Nicaragua (Tours et Jinotega, Vaulx-en-Velin et Sebaco, Lutterbach et Ciudad Dario, Gennevilliers avec France-Amérique latine à Somotillo).

Mais la plupart des brigades participeront à un projet national : construire des écoles dans les *asentamientos* paysans du nord du pays. Dans ces villages de relèvement des populations des zones de guerre déplacées dans des secteurs plus sûrs, la réalisation d'équipements sociaux est une condition de réinsertion de ces familles paysannes longtemps marginalisées du fait de leur isolement et qui ont vécu pendant des années la guerre au quotidien (incurSION de la contra, séquestrations, assassinats). Pour la révolution nicaraguayenne,

leur accueil est une priorité : elles peuvent bénéficier des acquis populaires (santé, éducation, et surtout, réforme agraire) et s'intégrer au processus révolutionnaire qui les avait peu touchées jusqu'alors.

Cependant, les conditions économiques du pays, l'effort imposé au pays pour sa défense, ne permettent pas aux sandinistes de répondre à tous les besoins. L'intervention des brigadistes pour la construction d'écoles est donc indispensable. C'est un appui direct au FSLN dans sa politique de priorité aux secteurs les plus défavorisés de la population. C'est tout à l'honneur du Front sandiniste que de savoir faire appel à la solidarité internationale dans l'accomplissement des tâches de reconstruction du pays.

Au mouvement de solidarité à travers le monde, à tous les « amis du Nicaragua » de se mobiliser... et à nous tous de faire en sorte que se concrétisent les professions de foi anti-impérialistes dans le mouvement ouvrier français...

H. B. et C. G.

Pour tout contact : Comité de solidarité avec le Nicaragua. 14, rue de Nanteuil, 75 015 Paris.

Pour s'inscrire dans une brigade de solidarité, adresser un chèque de 1 500 FF (acompte du billet d'avion) à l'ordre de la Compagnie des voyages. Départs pour l'été : 29 juin. 6 juillet. 27 juillet. 31 août.

Pour apporter son soutien financier au projet, rédiger les chèques à l'ordre de CSN (mention « écoles des asentamientos »).



# L'ENVERS DU MUNDIAL

Neuf mois après le séisme qui ravagea Mexico, le président Miguel de La Madrid a ouvert, sous les huées d'une partie du public, le Mundial.

□ De notre correspondant

**A**u lendemain même du tremblement de terre de septembre 1985, une des premières déclarations du gouvernement est d'affirmer que le Mundial aura bien lieu. Les premiers crédits destinés à la reconstruction sont affectés à l'industrie hôtelière.

Aujourd'hui, vingt mille victimes du séisme vivent encore dans des campements de fortune installés dans les rues de certains quartiers. Le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir, alimente en sous-main des campagnes de calomnies contre les représentants de la CUD (Coordinadora unificada de los Damnificados). Il y a quelques semaines, un incendie criminel a été allumé dans un des campements.

## Opération propreté

Dans les beaux quartiers de la ville, la police se trouve chargée d'une nouvelle mission : expulser les innombrables mendiants, petits marchands, cracheurs de feu que la crise et le chômage ont jetés à la rue. Au passage, elle ne manque pas de détourner la marchandise : tradition oblige...

Depuis plusieurs mois, le parvis de la cathédrale située sur le Zocalo (la place centrale) est le siège de grèves de la faim et de mobilisations diverses : entreprises en lutte, organisations paysannes, front des médecins démocrates... Par deux fois au petit matin, la police a procédé à des expulsions violentes.

Ce qui symbolise le mieux le Mexique du Mundial aujourd'hui, c'est sans doute le stade Neza, situé au cœur de Nezahualcoyotl, l'immense bidonville de plus de trois millions d'habitants, véritable ville dans la ville. Tous les alentours du stade ont été repeints et repavés à la va-vite, alors que les habitants réclament depuis des années l'amélioration des services en eau et électricité. Le comble, c'est

que la municipalité leur a envoyé la facture : vingt jours de salaire minimum pour un mètre de façade... C'est au cri de « *No queremos goles, queremos frijoles* » (« *Nous ne voulons pas de buts, nous voulons des haricots* ») que les habitants du quartier se sont mobilisés pour refuser de payer.

## L'envers du décor

Les touristes n'y verront que du feu : l'un des objectifs du Mundial est bien de restaurer l'image de marque du Mexique. Le président est allé jusqu'à s'offrir un encart publicitaire signé de sa main dans *Times*. Le gouvernement espère ainsi retirer de cet épisode un peu de répit. Car c'est dans une politique d'austérité drastique qu'il est aujourd'hui engagé.

Le salaire minimum a perdu 40 % de son pouvoir d'achat depuis dix ans. Cette perte a été de 25 % depuis le début de la présidence de De la Madrid. Ce recul est un des plus prononcés d'Amérique latine. S'ajoutant au chômage, il se traduit par une dégradation profonde des conditions d'existence de la grande majorité de la population.

Comme assommé par la chute du prix du pétrole, le gouvernement semble aujourd'hui choisir la fuite en avant. Le mois qui vient de s'écouler a vu ainsi trois mesures qui, à elles seules, dépassent tout ce que le FMI pourrait préconiser. La première consiste à rendre possible l'ouverture de comptes bancaires en dollars. Cela constitue un pas important dans la vassalisation de l'économie vis-à-vis des Etats-Unis, et dans la soumission à la bourgeoisie la plus spéculative. Une loi a également été votée, permettant de fait au gouvernement de brader les entreprises du secteur public en les vendant au privé. Tout récemment, il a décidé de laisser aller à la faillite la fonderie Monterrey et a vendu ses actions à la compagnie aérienne Mexicana.



« Nous ne voulons pas de buts, nous voulons des haricots. »

Enfin, les prix de denrées de base (comme la tortilla), jusque-là subventionnées par un organisme public, la Conasupo, ont été libérés.

Il semble que le gouvernement ait envisagé un plan Azeca, semblable aux politiques hétérodoxes de gel des prix et des salaires, appliquées en ce moment en Argentine et au Brésil. Mais les nouvelles coupures du budget indiquent qu'il ne se sent pas la force de prendre le tournant et s'en tient pour l'instant à une politique d'austérité plus classique.

culièrement soigné par les forces de l'ordre.

Rien ne paraît pouvoir changer de manière institutionnelle. Les députés du PRT (section mexicaine de la IV<sup>e</sup> Internationale) ont voté contre un projet de loi antitorture, toutes ses dispositions paraissant insuffisantes. Le gouvernement a ainsi rejeté une demande élémentaire selon laquelle seuls des aveux signés en présence d'un avocat pouvaient avoir valeur juridique. Le Mundial doit donc

être une occasion pour l'opinion démocratique internationale de donner un coup de pouce à la lutte menée par le FNCR (Front national contre la répression), pour la présentation des disparus et l'amnistie des centaines de personnes arbitrairement détenues. La campagne de soutien à la candidature du prix Nobel de la paix de sa présidente, Rosario Ibarra de la Piedra, est un moyen important de faire progresser le combat.

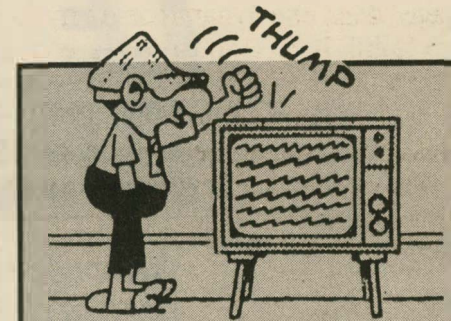
Eric Michelot

## L'engrenage de la répression

Les particularités de l'histoire mexicaine (révolution, intégration du mouvement ouvrier, proximité des Etats-Unis, domination corporatiste) ne laissent pas au gouvernement d'autre option que de continuer la même politique d'austérité forcénée. Tous les ressorts traditionnels de sa domination sont en effet en train de s'effriter petit à petit.

Paradoxalement, le Mexique, qui n'a jamais connu de dictature ouverte, se trouve entraîné dans les rouages d'une répression accrue. La dernière manifestation du 1<sup>er</sup> Mai en a fait une nouvelle fois la démonstration. Tandis que devant le Palais national, transformé en bunker, le syndicat officiel défilait avec ses mots d'ordre obscènes de « *Gracias Señor Presidente* », le cortège des indépendants, interdit de Zocalo, était victime d'une classique provocation policière.

Le syndicat des couturières « 19 septembre », né au lendemain du tremblement de terre qui avait servi de révélateur à l'incroyable exploitation des travailleuses dans les petits ateliers du quartier San Antonio-Abad, avait imposé son existence à un gouvernement qui ne pouvait décemment pas la lui refuser à ce moment-là. Mais moins d'un an après, il se rattrape, et le cortège des couturières a été parti-



☆ **Dimanche** 15 h 5 (TF1), finale du tournoi de tennis de Roland Garros.

20 h 35 (TF1), *le Juge*, de P. Lefebvre, avec J. Perrin, A. Ferrerol et R. Bohringer. L'assassin du juge Michel vient de tomber dans les filets de la police. Il va être intéressant de revoir ce film assez réussi dont les hypothèses n'étaient pas trop éloignées de la réalité. Moins violent et plus malin que *le Shérif*, le film que Boisset tira des mêmes événements.

☆ **Lundi** 19 h 50 (TF1), *Police Python 357*, d'Alain Corneau, avec Y. Montand, S. Signoret, F. Perrier et S. Sandrelli. Superbe film noir à spirale, aussi inéluctable qu'un thriller de Fritz Lang, aussi dramatique qu'une tragédie grecque. Du très grand cinéma français (et quels acteurs !).

21 h 50 (TF1), *Senso*, de L. Visconti, avec A. Valli et F. Gran-ger. Un joyau viscontien aussi beau qu'un opéra

de Verdi. Superbe malgré la version française.

☆ **Mardi** 20 h 35 (TF1), *Madame Baptiste*, de C. Santelli, d'après Guy de Maupassant, avec I. Huppert, F. Bergé, R. Van Hool.

☆ **Jeu**di 20 h 35 (FR3), *le Gang des frères James*, de W. Hill, inédit à la télévision, dont la principale originalité est d'avoir fait jouer les frères de la bande par de vrais frères... Ainsi, David, Robert et Keith Carradine personnifient-ils les trois frères Younger, James et Stacy Keach les frères James, et Denis et Randy Quaid les frères Miller...

☆ **Vendredi** 23 h (A2), *le Plein de super*, d'Alain Cavalier avec P. Bouchitay, E. Chicot, X. Saint Macary et N. Baye. Une ballade, un film sur une échappée libre, construit au jour le jour avec l'aide des comédiens. Un film d'une aisance et d'une modernité étonnante dans la confection trop étriquée du cinéma français. Remarquable !

Michel Laszlo



# JUIN 36

Les révolutionnaires que nous sommes ne professent pas un goût immodéré pour les commémorations contemplatives. Si nous avons choisi de consacrer un numéro spécial de *Rouge* au cinquantième anniversaire de Juin 36, c'est que cette date demeure, dans la mémoire ouvrière, auréolée de conquêtes aussi importantes que les congés payés ou les quarante heures et qu'elle évoque l'irrésistible puissance des masses en mouvement. Mais c'est aussi que ses enseignements n'ont pas pris une ride.

Juin 36, mars 1986 : qui n'a fait le rapprochement entre les deux événements ? Par-delà des différences considérables, deux victoires électorales de la gauche ont débouché sur des échecs cinglants, sur l'anéantissement des espérances populaires. Dans le premier cas, les directions majoritaires du mouvement ouvrier mirent tout en œuvre pour faire rentrer dans son lit l'un des plus formidables élans unitaires qu'ait connus ce pays. Dans l'autre, elles s'acharnèrent à prévenir toute explosion sociale susceptible, comme en 1936, de prendre appui sur la défaite des tenants de la réaction. Point commun des deux situations : le refus de s'engager dans une dynamique de rupture avec l'ordre établi. Il y a cinquante ans, c'est au nom du danger fasciste que l'on justifia la « *gestion loyale* » du système, pour reprendre l'expression même de Léon Blum. En 1981, on argua des « *contraintes extérieures* » pour repousser aux calendes le changement si longtemps attendu.

L'Histoire rend toujours un verdict identique. En préservant la propriété capitaliste et les institutions étatiques, en accumulant les concessions aux forces d'argent, on ne désarme nullement ces dernières, on renforce leur détermination. Et c'est toujours l'adversaire qui tire les marrons du feu et revient, au terme de l'« *expérience* », sur le devant de la scène. A l'inverse, on désoriente et démoralise les travailleurs qui ne perçoivent plus de raisons d'espérer et de se mobiliser. Bilan accablant entre tous, on offre ainsi à des démagogues fascisants la possibilité de capter à leur profit les frustrations engendrées par la crise économique.

A l'heure où le mouvement ouvrier connaît un profond bouleversement, où les interrogations se révèlent innombrables en son sein, nous entendons, modestement, contribuer à la réflexion. D'abord en revenant, sur la base d'études et de témoignages, sur ce que fut réellement le printemps 1936. Et en ouvrant nos colonnes — ce qu'aucun autre journal n'a osé faire — à un débat avec d'autres courants de gauche.

Christian Picquet



# ILS CHANTAIENT ROUGE

# JUIN 36

# OU LE GRAND TOURNANT



1936, c'est la victoire du Front populaire et la constitution du ministère Léon Blum. C'est une mobilisation jetant des millions de travailleurs dans la grève. Mais c'est surtout une profonde recomposition politique et militante du mouvement ouvrier. Jacques Kergoat, auteur de « la France du Front populaire » (éditions La Découverte), s'en est longuement entretenu avec nous.

Comme un souffle d'air frais dans les usines...



**S**i l'on veut comprendre le mouvement de mai et juin 1936, il convient de partir des événements du 6 février 1934. Ce jour-là, utilisant divers scandales, les ligues fascistes manifestent, place de la Concorde, contre le « régime abject ». Il s'ensuit une nuit d'émeutes autour du Palais-Bourbon. A plusieurs reprises, les barrages de police sont sur le point d'être enfoncés, des autobus flambent, des coups de feu sont échangés. Il y a quatorze morts. Dans tout le pays, l'émotion est profonde et se répand le sentiment que, durant une nuit, la République a vacillé.

Dès le soir même, les fédérations socialistes de la Seine — que dirigent Jean Zyromski et Marceau Pivert<sup>1</sup> — et de la Seine-et-Oise — animée par Emile Farinet — proposent une riposte unitaire au Parti communiste, sans d'ailleurs avoir l'accord de leur direction. Mais elles se font éconduire et envisagent une initiative pour le 8. Le PC, quant à lui, appelle à manifester, seul, le 9. Ce jour-là, les heurts avec la police font cinq morts.

Mais déjà la CGT (dominée par la personnalité de Léon Jouhaux) a pris le relais et appelle à la grève pour le 12 février. Le PC et la CGTU (où les militants communistes sont hégémoniques) s'y rallient. La pression unitaire est en effet particulièrement forte dans le mouvement syndical, y compris à la CGTU. Pour ne prendre qu'un exemple, le 8 février, à Nantes, le PC est absent de la première manifestation ouvrière mais, aux côtés de la CGT et du Parti socialiste, on trouve la CGTU.

La forme que revêt le sursaut antifasciste est particulièrement intéressante. Alors que Paul Faure, premier secrétaire de la SFIO, propose une réaction « républicaine », appuyée sur la province et reposant

sur de dignes protestations d'élus drapés de leur écharpe tricolore, c'est une riposte ouvrière qui s'orchestre spontanément. Et elle prend la forme d'une cascade de démonstrations de masse.

## LES RAISONS D'UN REVIREMENT

Jusqu'à cette date, le PC renvoie dos à dos les fascistes et la social-démocratie. Le second fait marquant de cette période, c'est donc son changement d'attitude. Il n'est pas évident d'en chercher d'abord l'explication dans les consignes de Moscou. Le tournant s'opère en effet très vite, et la pression de la base est forte. De surcroît, la direction doit compter avec le « problème Doriot<sup>2</sup> » et le bureau politique lui-même est apparemment divisé.

Dans un premier temps, le changement ne représente qu'une parenthèse. Aussitôt après le 12 février, le PC recommence à attaquer la SFIO. Paul Vaillant-Couturier écrit alors : « N'oublions pas que nos camarades ont été tués par des balles payées par des crédits votés par les socialistes. » Le véritable revirement se produit pourtant quelques mois plus tard, sous l'effet du tournant de l'Internationale communiste et d'une décision prise à Moscou au cours de l'été 1934. Il se révèle spectaculairement au moment de la conférence d'Ivry, en juin 1934, et aboutit à la signature du pacte d'unité d'action avec la SFIO, le 27 juillet 1934<sup>3</sup>.

A peu près au même moment, des comités se mettent très vite en place dans la région parisienne, à l'initiative notamment des pivertistes et des trotskystes<sup>4</sup>, qui viennent pourtant d'être battus, au sein de la SFIO, sur une motion proposant des perspectives



DANIEL GUERIN

## ANTICOLONIALISTES DANS LA SFIO

En 1936, Daniel Guérin est militant de la Gauche révolutionnaire qu'il représente dans la commission coloniale de la SFIO. Il nous apporte son témoignage.

**C**omme je l'ai déjà écrit, « pour la plupart des militants de la SFIO, le problème de ce que nous appelons aujourd'hui la décolonisation, était une chose secondaire. Ils étaient imbus de préjugés plus ou moins colonialistes, et ne comprenant rien à la question nationale, ils taxaient de nationalisme (au sens rétrograde du mot) les luttes libératrices des colonisés<sup>1</sup> ».

La SFIO s'était engagée, au congrès de Huyghens, à la veille de prendre le pouvoir, à mettre en vigueur dans les pays colonisés les

droits démocratiques élémentaires : libertés démocratiques, législation sociale. Mais ce programme minimum ne reçut pas le plus petit commencement d'exécution ; tout au contraire, le Front populaire, une fois au pouvoir, une nouvelle vague de répression, emprisonnements, dissolutions de mouvements, fusillades, s'abattit sur les colonisés de toutes ses forces. Notre action en leur faveur nous valut des sympathies.

La Gauche révolutionnaire, le 21 octobre 1937, organisa, à la fois pour

l'éducation anticolonialiste de ses militants et pour la coordination de la lutte anticolonialiste, une réunion d'information ouverte à tous les membres de la SFIO. L'affluence était grande, l'atmosphère vibrante. Les principaux mouvements autochtones étaient représentés. Messali Hadj venait d'être arrêté en Algérie, mais son Parti du peuple algérien, successeur de l'Etoile nord-africaine dissoute, avait délégué sur place R. Belkacem. Votthan-Loc représentait le rassemblement des Indochinois. Paul Dussac, héros

du mouvement pour l'indépendance malgache était là, aux côtés du tunisien H. Bourguiba, et de A. Balafrej, qui représentait alors le Comité d'action marocain. La soirée fut sensationnelle et elle scella l'alliance entre les colonisés et nous. Jusqu'à la veille de la guerre, nous devions maintenir avec leurs organisations une liaison toujours étroite.

J'ai été exclu avec toute la Gauche révolutionnaire de la SFIO lors du congrès de Royan en 1938 ; cette rupture était inévitable, car il nous était impossible,

politiquement, de soutenir la politique d'union nationale de Blum. C'est alors que nous avons créé le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan). Au congrès de fondation à Saint-Ouen, j'ai proposé des thèses qui ont été adoptées sur la question coloniale et nationale, afin de définir notre position vis-à-vis de l'autodétermination et de l'indépendance. Cela nous a permis de maintenir des liens étroits avec les mouvements des colonisés.

1. D. Guérin. *Front populaire, révolution manquée*, 1970, p. 169.





Dans la rue, des foules comme on n'en avait jamais vu.

FRED ZELLER

## DANS LA RUE, MALGRE THOREZ

En 1936, Fred Zeller est l'un des principaux dirigeants de la Jeunesse socialiste révolutionnaire. A ce titre, le 24 mai, il participe à la manifestation commémorative de la Commune de Paris, la première démonstration de masse qui suit la victoire du Front populaire. Mais il n'est pas simple d'être trotskyste à cette époque.

La manifestation avait été précédée par un collage d'affiches massif dans Paris, et plus particulièrement dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, autour du Père-Lachaise. Il avait été convenu de faire un cortège commun des deux groupes trotskystes qui avaient pour organes *Révolution* et *Commune*. Le collage s'est terminé au petit matin. Un millier de personnes, environ, était regroupées derrière les immenses drapeaux rouges avec notre sigle de l'époque : le globe mondial traversé d'un éclair. Les anarchistes se trouvaient derrière nous. C'était la première manifestation depuis la victoire du Front populaire, une des plus importantes que l'on ait connue, par l'immensité et par le dynamisme des masses. La classe ouvrière se sentait toute proche du pouvoir d'où un enthousiasme et une ambiance hors du commun.

Alors que nous nous approchions de l'entrée du cimetière, nous avons été en butte à une provocation extraordinaire et d'une violence inouïe de la part des staliniens qui avaient mobilisé leurs groupes de défense dirigés par Eugène Hénaff en vue de cette agression. Le prétexte inventé était simple et grossier. Il laissait présager les horribles amalgames des procès de Moscou. Dési-

gnant Fred Zeller, qui est grand et portait des lunettes d'écaïlle, les staliniens cherchèrent à amener la foule et à la dresser contre nous, se mettant soudain à hurler : « *Doriot est là, voilà Doriot, à bas les doriotistes, à bas les fascistes !* ». Dans le demi-cercle devant l'entrée du cimetière, c'est la ruée à coups de gourdin, à coups de pied, d'une brutalité inimaginable. Nos drapeaux et banderoles étaient arrachés et on s'en servait pour assommer nos camarades, pour les frapper au sol et les piétiner. A croire qu'ils voulaient nous tuer.

La première surprise passée, les camarades firent front, rendirent coup pour coup et finirent même par forcer le barrage et pénétrer dans le cimetière, à une centaine peut-être. Les groupes de choc du PC déclenchèrent une nouvelle attaque dans l'allée centrale et dispersèrent finalement les militants trotskystes.

Trois camarades, Rous, Maria Craipeau, et Jean Meichler qui, en tant qu'ancien gérant du journal trotskyste *Unser Wort*, fut l'un des premiers fusillés en 1940, sous l'Occupation, poursuivirent leur marche dans le défilé. Arrivant devant le mur, ils déployèrent les drapeaux et banderoles cachés sous leurs vestes sous les regards stupéfaits de Blum, Thorez et toutes les personnalités réunies en

criant : « *Les trotskystes sont présents, vive la révolution prolétarienne mondiale !* ». Nous avons, malgré tout, manifesté notre présence au mur des Fédérés.

Les anarchistes ont subi le même traitement que nous, cela va sans dire. En protestation contre cette grave atteinte à la démocratie, et pour s'élever contre les mœurs staliniennes, un meeting de front unique des organisations d'extrême gauche s'est tenu le 29 mai à la salle du *Petit Journal*, près du métro Cadet. La salle était comble ; il y avait, selon *Révolution*, neuf cents personnes. A la fin de la réunion, j'ai vu venir vers moi un député communiste de l'époque, Darius Le Corre, qui m'a déclaré : « *J'ai tenu à assister à ce meeting contre les violences staliniennes que je désapprouve.* » Et il m'a confié que la provocation avait été montée par Hénaff, secrétaire de l'union des syndicats de la région parisienne et membre du CC du PC. Sur l'ordre de Maurice Thorez qui avait prescrit que les trotskystes ne devaient en aucun cas défilé devant le mur et troubler par leurs mots d'ordre le climat de la collaboration de classes et de l'idylle avec les radicaux. Hénaff, aurait mobilisé, en particulier, les terrassiers pour cette besogne, en leur faisant croire, peut-être, que l'on se trouvait en présence de doriotistes.

●●●

unitaires. En province, un mouvement identique se produit, en particulier dans le Languedoc-Roussillon, le Centre, le Finistère, le Lot-et-Garonne, etc.

La situation dans le Finistère est, de ce point de vue, très révélatrice. Le mouvement ouvrier y est très marqué par la bataille laïque et il existe une troupe de théâtre spécialisée dans les spectacles anticléricaux, la troupe Sédillet. Elle effectue sa tournée dans les fiefs catholiques, ce qu'on appelait la « *terre des prêtres* ». A chaque représentation, les cléricaux manifestent et les laïques viennent défendre l'entrée du théâtre. Cela sert de catalyseur à la formation de comités de défense laïques. Après le 6 février 1934, ce sont fréquemment ces comités qui se transforment en comités antifascistes. Ainsi surgit une multitude de structures unitaires, non cartellisées, où l'on ne trouve d'ailleurs pas les radicaux, pourtant partie prenante du Rassemblement populaire initié nationalement.

On pourrait également prendre comme indice de la dynamique à l'œuvre la mobilisation des intellectuels. Celle-ci s'opère bien avant la constitution du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et la publication de son manifeste, le 5 mars 1934. L'Association des écrivains et artistes révolutionnaires y joue un rôle majeur.

### DYNAMIQUE ANTIFASCISTE ET MOUVEMENT SOCIAL

En 1934 et 1935, on ne recense pas énormément de grèves ouvrières, en dépit de mobilisations significatives contre les décrets Laval-Herriot qui entraînent une diminution importante du pouvoir d'achat des fonctionnaires. Les émeutes des arsenaux de Brest et de Toulon représentent bien des mouvements majeurs. Reste qu'il est significatif que tout se passe dans la rue. Les chiffres de manifestants croissent à l'évidence plus rapidement que ceux des grévistes. La dynamique unitaire se concrétise toutefois, au plan social, avec la réunification syndicale enclenchée dès la fin de l'année 1935 et effective en mars 1936.

Ce qui grève la dynamique sociale, c'est également la politique de la direction communiste. Celle-ci sacrifie le contenu revendicatif des mobilisations à la recherche d'une alliance avec le Parti radical. Après les émeutes de Brest et de Toulon, Jacques Duclos écrit par exemple : « *Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le Parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocations.* » Cette alliance, la direction de la SFIO y souscrit volontiers, contre l'avis de Pivert et de Zyromski. Mais elle n'aurait sans doute pas accepté autant de concessions programmatiques aux radicaux sans la pression du PC<sup>5</sup>. Bien que déjà largement entré dans les faits, l'accord se concrétise réellement, alors que la campagne électorale est déjà commencée, avec le ralliement des radicaux au programme du Front populaire.

Pourtant, au premier tour des élections, le 26 avril 1936, le vieux parti de Herriot perd 400 000 voix, tandis que le PC en gagne 690 000 et que la SFIO progresse un peu. La victoire du 3 mai représente donc un encouragement d'autant plus important qu'elle apparaît comme un succès des partis ouvriers. Du coup, les préoccupations économiques reprennent le dessus.

### L'IMPACT FULGURANT DES GREVES

Le mouvement de grèves et d'occupations d'usines qui suit la victoire du Front populaire bouleverse brutalement la situation du mouvement ouvrier. Entre mai et octobre, le PC bondit de 125 000 à 280 000 militants, la SFIO en gagnant, elle, 66 000. Les

●●●



LE GRAND TOURNANT



●●●  
effectifs de la Jeunesse communiste sont encore plus révélateurs, car ils montrent comment le PC capte alors les aspirations de la jeunesse.

La CGT s'était déjà renforcée à la suite de la réunification. Rien à voir cependant avec l'incroyable gonflement des effectifs, consécutif à juin 1936. En quelques mois, la confédération passe d'un demi-million à quatre millions d'adhérents. Les fédérations d'industrie prennent le premier plan par rapport à celles regroupant les fonctionnaires, les enseignants ou les services publics. Quand la fédération des fonctionnaires s'accroît de 23 %, celle de la métallurgie progresse de 1 450 % et celle de la chimie de 4 600 %. La CGT réunifiée devient dès lors une organisation ouvrière de masse. Ce qui ne s'était jamais produit auparavant.

Ces changements se répercutent également, quoique de façon atténuée, dans la CFTC. Cette organisation, liée à l'Eglise, se gonfle, bien que dans des proportions moindres que la CGT. Il s'agit d'une progression ambiguë : elle sert de refuge à tous ceux qui veulent lutter contre les « rouges », le communisme, etc. Mais elle profite aussi de la radicalisation

ouvrière d'ensemble, de jeunes ouvriers y adhérant pour défendre leurs revendications. Ce qui explique que, si la CFTC émet des réserves sur les occupations, elle ne condamne pas les grèves et que ses sections y participent la plupart du temps.

On constate simultanément une recomposition politique et militante, tout particulièrement sensible à la CGT, dans laquelle le PC renforce considérablement son influence. Les rapports avec les appareils s'avèrent pour le moins curieux. Les consignes syndicales et politiques sont écoutées d'une oreille distraite. Indice parmi d'autres, après l'appel de Maurice Thorez, à cesser la grève, celle-ci s'arrête certes assez vite dans la métallurgie parisienne ; mais le mouvement y avait démarré en premier. Par contre, dans beaucoup de régions, non seulement le mouvement continue, mais il démarre après le discours du secrétaire général. La désescalade ne commence que fin juin. Il n'en demeure pas moins que les travailleurs ne semblent pas tenir rigueur à tel ou tel dirigeant de ses prises de position. On ne connaît pratiquement pas de cas où des leaders syndicaux voient leurs fonctions remises en cause.

Juin 1936 marque aussi la mise en mouvement de nouvelles catégories ouvrières. Prenons l'exemple des travailleurs immigrés jusqu'alors en butte à une sévère répression. Pour eux, la poussée ouvrière correspond à un véritable appel d'air.

## DES REPERCUSSIONS EN CHAÎNE

On trouve certes peu de documents sur leur participation aux grèves, à quelques exceptions près, comme celles de jeunes ouvriers italiens de Meurthe-et-Moselle, ou des Maghrébins de la région parisienne organisés par l'Etoile nord-africaine<sup>6</sup>. En réalité, l'immigration est souvent économique et politique ; le taux de syndicalisation y est faible et elle garde de fortes structurations nationales, servant de substituts à l'adhésion aux syndicats. La création de délégués ouvriers par les accords Matignon joue, de ce point de vue, un rôle décisif. Pour la première fois, les immigrés peuvent voter et élire leurs représentants, bien qu'ils ne puissent toujours pas être délégués

ROGER FOIRIER ET DANIEL ROULIN

# NOTRE GREVE CHEZ MORANE-SAULNIER

*Morane-Saulnier, une entreprise de la métallurgie de la région parisienne. Nous publions un article rédigé sur le vif à l'intention de la presse trotskyste. Depuis, cet article a été complété par des informations reçues de Roger Foirier et Daniel Roulin qui, pendant la lutte, servent d'agents de liaison entre Morane et les autres entreprises.*

Chez Morane-Saulnier, une grosse boîte d'aviation de Puteaux, la grève prend un aspect d'une telle importance que cette boîte est devenue un centre pour toutes les autres usines de la région.

Mardi, au débrayage, immédiatement, le standard a été occupé. Toute communication avec l'extérieur interdite à la direction, hors du contrôle des délégués ouvriers. Cahier de revendications posé, les copains sont montés aux bureaux d'études inviter les dessinateurs à se solidariser avec les ouvriers.

Quand le grand patron demande la communication avec le ministère de l'Air, les copains du standard en avisent le comité de grève qui y consent, à condition de suivre à l'écouteur la conversation. Mais les copains se lient avec toutes les autres boîtes d'aviation en grève.

Au début, une petite délégation de trois membres traite et parle pour l'usine. Mais, hier, les camarades

demandaient l'élargissement de la délégation à un comité de grève composé de deux délégués de chaque équipe. La délégation ne doit pas conduire, c'est la base, c'est l'usine qui dicte sa volonté aux délégués.

Le travail du comité de grève est sérieusement organisé. A 8 heures du matin, réunion du comité de grève, suivi d'une assemblée d'usine où toutes les informations sont données concernant l'avance des pourparlers avec la direction, l'aspect général du mouvement ainsi que tous les détails d'organisation intérieure.

A 17 heures, réunion à nouveau, pas obligatoirement suivie d'assemblée d'usine, mais à l'issue de laquelle un communiqué est rédigé et affiché au journal mural.

Au standard, une équipe d'ouvriers a appris le fonctionnement pour relayer la standardiste, mais un seul d'entre eux est chargé de répondre aux appels de l'extérieur, de se lier téléphoniquement avec toutes les boi-

tes pour suivre le mouvement.

Les copains se préparent à tenir le coup et s'installent dans l'usine avec la conscience très claire et très nette que la rigolade est exclue des problèmes d'organisation qui se posent devant eux.

Les ouvriers de chez Morane ont su répondre comme il fallait à une manœuvre de la direction. Celle-ci avait affiché la reprise du travail dans toute l'usine sans que le comité de grève ait eu à discuter des conditions de la reprise. Aussitôt, les copains se sont précipités au bureau après avoir déchiré toutes les affiches patronales. Le copain qui prit la parole le fit avec la plus grande sévérité : « Ici, vous n'êtes rien ! C'est nous qui sommes responsables de tout ! Entre vous et nous, c'est une question de force ! Hier, le rapport de forces était en votre faveur et vous nous avez exploités et opprimés tant que vous avez pu ; aujourd'hui, c'est nous qui avons ce rapport de forces à notre avantage, il faut



Même les secteurs les moins organisés entrent dans l'action.

bien vous mettre dans la tête que nous voulons l'exploiter jusqu'au bout. »

L'accès des ateliers fut interdit à la direction qui se réfugia dans son bureau et fut obligée de réclamer son bon de sortie tout comme les manœuvres. L'amour propre patronal en prend un vieux coup, mais quel raffermissement de la conscience de classe des ouvriers ! Les ouvriers comprennent qu'ils sont maîtres de l'usine et ils posent déjà partout le problème du fonctionnement de l'entreprise sous leur propre contrôle.

Le principal animateur de la grève chez Morane est Fernand Hamard, ancien membre du comité central des JC et ancien permanent de la commission de la propagande antimilitariste. Après la liquidation de cet appareil, consécutif au tournant patriotique du PC, Hamard est mis à l'écart pour raison de « sécurité ». Son nom figure sur une liste de « suspects » qui circule dans les cellules ; il est mis

à l'index. Depuis un certain temps, il suit avec intérêt l'action de la cellule trotskyste de Puteaux-Suresnes.

Ne pouvant pas compter sur l'appui des militants du PC dans son travail de délégué et de dirigeant de lutte, Hamard sollicite l'appui extérieur des militants trotskystes disponibles. Roger Foirier, enseignant, assure les liaisons d'information et accompagne Hamard qui fait débrayer les usines d'alentour. Daniel Roulin, chauffeur d'autobus à la TCRP [RATP] et qui possède une moto, fait l'estafette entre Morane et les nombreuses entreprises qui rencontrent des difficultés à mettre en place des équipes efficaces et à faire face à tous les problèmes posés par la grève avec occupation.

Pour la rédaction des cahiers de revendications, l'assistance de syndicalistes expérimentés est souvent sollicitée. Les cadres font cruellement défaut, bien que de jeunes éléments de valeur apparaissent au cours du mouvement.





LE GRAND TOURNANT

●●●  
eux-mêmes. Ils acquièrent la possibilité de se faire représenter ; ce qui, à l'évidence, les incite à se syndiquer. En quelques mois, la CGT regroupe quatre cent mille salariés immigrés contre cent trente mille auparavant.

Les bouleversements en cours se mesurent encore à la syndicalisation des femmes. Ainsi, la fédération de l'habillement, qui comptait 741 femmes et 5 097 hommes en avril 1936, recense, six mois plus tard, 83 187 femmes pour seulement 17 419 hommes.

Bien sûr, les instances se féminisent infiniment moins que la base. Il n'en demeure pas moins que des secteurs majoritairement féminins et auparavant sans tradition, comme les grands magasins, entrèrent dans la lutte et participèrent au mouvement de syndicalisation. Il faut en prendre toute la mesure. Si l'occupation des usines et la grève sur le tas représentent des formes nouvelles de lutte pour tout le mouvement ouvrier français, la rupture est beaucoup plus importante pour les travailleuses. Le fait qu'elles occupent leurs usines — souvent la nuit — fait scandale et alimente de multiples campagnes de presse. Les ouvriers ne sont pas insensibles à ce climat et, dans bien des cas, les femmes doivent se battre pour avoir le droit d'occuper. Une couche de militantes se dégage sur cette base.

Cela dit, si les salaires féminins bénéficient des hausses sensibles, la bataille sur l'égalité des rémunérations n'en est pas moins perdue. Elle n'est en réalité menée que par des femmes et, bien que Georgette Bodineau, secrétaire de l'habillement, la Ligue du droit des femmes où d'autres militantes interviennent sur le problème, les bureaucraties syndicales et masculines s'en désintéressent. Conséquence, dès 1937, l'écart se creuse de nouveau jusqu'à devenir plus important qu'en 1935.

De plus, dès la fin de 1936, les femmes se trouvent de nouveau rejetées du marché du travail. Jusque dans les métiers spécifiquement féminins, le pourcentage des hommes embauchés augmente. Il n'empêche qu'au niveau idéologique, la situation est contradictoire. A l'instigation des associations catholiques, une campagne se déclenche contre le droit au travail des femmes. Mais une presse féminine nouvelle surgit. C'est l'époque où paraît *Marie-Claire*, journal qui, bien que n'étant nullement féministe, plaide à sa manière pour le travail des femmes à travers, notamment, les interrogations de ses lectrices.

Autre phénomène, la syndicalisation des jeunes ouvriers. Au congrès de réunification officielle de la métallurgie, en octobre 1936, la moyenne d'âge des délégués est de moins de trente ans. Le développement des loisirs grâce aux quarante heures et aux congés payés introduit des changements considérables. Le phénomène représenté par les Auberges de jeunesse<sup>7</sup> — avec le caractère explosif que représente à l'époque la mixité — n'est pourtant capté par aucune organisation politique.

Le PC construit ses organisations de jeunesse en extériorité complète à ce mouvement. Il capte une génération ouvrière sur la base des grèves et gagne même des secteurs sensibilisés à la guerre d'Espagne. Mais, à l'Union des jeunes filles de France (UJFF), censée organiser les jeunes ouvrières ayant occupé les usines sous les quolibets, on tricote pour les sanatoriums et on organise des réunions présidées par les mères de famille. Dans la Jeunesse communiste, le phénomène est identique. *Avant-Garde* annonce ainsi que son organisation de Ménilmontant, « *soucieuse de répondre au désir des jeunes* », se transforme en « *foyer éducatif et distrayant* ».

## APRES L'ESPOIR, LE REFLUX

Très rapidement, le patronat, la bourgeoisie, la droite se ressaisissent. La Confédération générale du patronat français (CGPF) se réorganise, tente d'inté-



Les femmes conquièrent un nouveau droit, celui d'occuper les usines.

MAURICE BRAG

# NOUS N'AVIONS PLUS PEUR

*Maurice Brag dirige la grève du grand magasin les Trois Quartiers. Il témoigne de la lutte de ces employés réputés, à l'époque, peu conscients et peu combatifs. Et pourtant, pendant une des grèves les plus longues de Juin 1936, ils gagnent sur toutes leurs revendications.*

**A** cinquante ans d'intervalle, les souvenirs peuvent s'estomper, mais je me demande encore comment sans mots d'ordre, sans organisation existante, une telle révolte a eu lieu. Comment sont partis les grands magasins ? En fait, la grève a démarré spontanément. Un gars qui était chauffeur a gueulé qu'il fallait faire la grève. Puis, quelques employés résolus ont couvert les comptoirs, se sont répandus dans les rayons du magasin en disant : « On fait la grève. »

C'était une explosion, un déchaînement de passions extraordinaire. Le refoulement et la rancœur accumulés depuis tant d'années se libèrent. Les rapports entre salariés changèrent instantanément. Un climat de camaraderie s'instaura et des initiatives étaient prises spontanément. Ce qu'on appelait, à l'époque, les prolétaires en col blanc se sont mis en colère.

J'ai organisé une assemblée générale, dans l'immense cour du magasin. J'ai demandé que soit constitué un comité de grève. Les volontaires ont abondé. Nous avons aussi mis en place différentes commissions : surveillance du magasin, ravitaillement, organisation intérieure. Le comité se réunissait régulièrement. Nous redécouvriions tout. La plupart des gens dormaient dans le magasin, par terre, dans le rayon camping. Moi, je circulais partout.

Le personnel n'était absolument pas préparé à cette situation. Il fallait voir ces gens qui ont été brusquement placés dans des conditions extraordinaires. Nos cerveaux devaient répondre à des questions qu'ils n'avaient jamais entrevues : comment fait-on grève ? Comment prévenir les parents, la famille ?

Doit-on rester là ? Les gosses ? Il y avait donc un tas de problèmes à résoudre.

La majorité des salariés était composée de femmes. Il n'y avait que 5 % d'hommes. La grève était bien vue dans les familles. Chez eux, le mari, le voisin, le cousin étaient aussi en grève. Mais, bien sûr, il y a eu des conflits dans de nombreuses familles. Les femmes voulaient faire grève car, pour la première fois, elles se sont retrouvées émancipées, libres de prendre une décision elles-mêmes. Il est probable qu'on a connu, à l'époque, plus de séparations de couples qu'antérieurement. La grève a été un choc dans de nombreux couples. Elle a permis de résoudre leurs problèmes. Mais ceux-ci n'étaient pas évoqués lors de l'occupation.

Avant la grève, il n'y avait aucun droit, aucun contrat. Le licenciement était courant. Les embauches se faisaient par relations. Les salaires étaient très bas. Il y avait, non pas un respect du patron, mais une crainte extraordinaire. Il suffisait qu'un employé soit appelé dans le bureau du patron pour que ce type ou cette fille fasse dans son froc. Bref, nous avions peur du patron. Les salariés étaient soumis. Les grèves de 1936, c'est aussi une révolte pour la dignité. La dignité des travailleurs face aux maîtres absolus, les patrons de droit divin.

Le personnel des services de vente n'était pratiquement pas payé. Il y avait la « guelte », c'est-à-dire une ristourne sur les affaires faites. Ce pourcentage variait suivant les rayons. Des rayons étaient plus favorisés que d'autres. La « guelte » divisait énormément les salariés. Il fallait sauter sur le client pour faire des affaires.

Très rapidement, nous avons compris qu'il fallait

élaborer un cahier de revendications. Nous nous sommes donc assis à une table, et nous avons eu des tas de demandes. Il aurait fallu prévoir les naissances, les mariages, les enterrements... Les gens voulaient tout. Les premiers soucis des salariés se sont pourtant rapidement dégagés : salaire minimum acquis ; contrat collectif pour l'ensemble de la corporation ; élection de délégués du personnel ; passer devant une commission en cas de licenciement ; deux jours de congé consécutifs par semaine.

On ne pouvait pas rester isolé. Nous sommes donc allés voir le syndicat. Le syndicat CGT des employés de commerce était un syndicat de deux pelés et trois tondues. La poussière et les toiles d'araignée y tenaient plus de place que les salariés en lutte. Ils roupillaient. Nous les avons engueulés : « Qu'est-ce que vous foutez, on est en grève ! » Ils étaient affolés. Ils ne savaient pas quoi faire.

Parce qu'on avait besoin de coordination et que le syndicat n'avait même pas pensé à nous rassembler, j'ai suscité un comité intermagasins. Le syndicat a compris que le mouvement lui échappait. Mais nous ne pouvions nous contenter de faire grève. Il fallait négocier avec le patronat. A ce moment-là, le syndicat a organisé une délégation dont je faisais partie. C'est là que j'ai vu la trouille que les bourgeois avaient d'être dépossédés. D'ailleurs, quand le patron voulait rentrer dans son magasin, il devait demander l'autorisation au comité de grève.

Pour la première fois de notre vie, au cours des pourparlers, nous avons vu tous les patrons et les vrais, pas les sous-fifres. La négociation a duré une dizaine de jours et nous avons gagné sur toutes nos revendications.

MARCEL GIBELIN

# NOTRE ESPOIR, UN NOUVEAU MONDE

Marcel Gibelin est l'auteur avec Jacques Danos du livre « Juin 36 » qui vient d'être réédité aux éditions La Découverte. En 1936, Marcel Gibelin a seize ans. Il nous raconte ce qu'il vit à cette époque où il est membre des Jeunesses socialistes.

L'activité des Jeunesses socialistes, en Juin 1936, consistait, comme dans toutes les organisations de jeunes liées aux partis sociaux-démocrates, à coller des affiches et à vendre des journaux. C'était une période politique très, très vive chez les jeunes. J'habitais dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, un quartier bourgeois très réac. F. Dupont y a été élu député en 1936. Nous avons fondé un groupe des Jeunesses socialistes. J'étais en étude complémentaire, trois ans après le certificat d'études. Nous étions quand même une vingtaine dans l'établissement scolaire.

Dans nos classes, il y avait des membres des ligues. Ce n'était plus possible de nous laisser dans les cours de récréation ensemble car c'était la « bicornie ». Un jour, il a fallu évacuer un copain. La bagarre était aussi dans la rue. Dans ce quartier réac, les corrections se multipliaient pour nous. Deux filles, qui étaient bonnes chez des

bourgeois du quartier, venaient avec un petit sac contenant des matraques. On les sortait, on tapait, on les rangeait, puis on se barrait. Et nous avions les flics contre nous. Ceux-ci ont d'ailleurs complètement tourné à partir des élections du 3 mai. Ils ont choisi le bon camp avec une extraordinaire rapidité. Il n'y a pas eu de dessin à leur faire.

Puis, ce fut les congés payés. Au mois de septembre, je suis allé dans le pays de mon père, le Gard, un pays de petits propriétaires. Des ouvriers agricoles faisaient grève pendant les vendanges. Ils faisaient des barrages sur les routes pour empêcher les salariés de rejoindre les vignes. Moi, en tant que membre des Jeunesses socialistes, j'ai participé au piquet de grève. Normal ! Oh, la, grève a duré trois jours, car il ne faut pas plaisanter pendant la récolte. Mais cela m'a valu de comparaître devant la section du PS, car celle-ci était composée des petits propriétaires.

des changes, la dissolution de l'Etoile nord-africaine, la répression sanglante de la manifestation antifasciste de Clichy (cinq morts) et, finalement, la « pause » dans les réformes, annoncée en février 1937.

Evidemment, toutes ces concessions ne font que rapprocher les échéances. Plus Léon Blum recule, plus la réaction exige des concessions. La majorité s'effrite au Parlement, avec les premières défections radicales. Le patronat continue à refuser d'investir, ses capitaux s'enfuient tandis que les experts financiers se livrent à diverses manipulations à travers la Banque de France, théoriquement nationalisée. Le dos au mur, Blum demande les pleins pouvoirs financiers. Le Sénat les lui refuse. Alors que le gouvernement débat de l'attitude à adopter, on passe un mot à Blum. La fédération socialiste de la Seine propose d'organiser une manifestation contre le Sénat. « Surtout pas », s'écrie le président du Conseil, levant les bras au ciel. Quelques heures plus tard, son ministère démissionne.

## LA FIN PITOYABLE DU FRONT POPULAIRE

On entre alors dans une lente période de dégradation avec les deux gouvernements Chautemps, et le second cabinet Blum, précédant celui de Daladier, qui symbolise enfin la revanche des possédants<sup>8</sup>.

J'ai adhéré aux auberges de jeunesse en 1935 ou 1936. Plus comme usager que comme militant. C'était un mouvement très chouette, il offrait la possibilité de se retrouver. C'était mixte. Enfin, dans les centres laïques, car chez les curés... Il y avait les chants révolutionnaires. Mais je n'ai pas eu de responsabilités dans ce mouvement.

Le premier mouvement des auberges de jeunesse était catholique. Ensuite, le centre laïque a été fondé, en grande partie par des enseignants. Le comité directeur n'était pas élu par les membres des auberges, ce qui n'était pas satisfaisant pour les usagers. Des clubs se sont donc créés. Ils se réunissaient et ils discutaient de leurs problèmes. Les tensions avec la direction officielle se sont agrandies avec le temps.

L'histoire des auberges de jeunesse est assez symptomatique de l'époque. Toutes les illusions du Front populaire s'y reflétaient, plus un certain nombre d'autres. Beaucoup d'ajistes étaient influencés par Giono et par son pacifisme. Des copains de la région parisienne étaient partis le voir à Manosque. Il sont revenus horrifiés. Giono, nous dirent-ils, faisait élever ses moutons par des bergers qu'il exploitait honteusement. Cela a porté un coup terrible à l'opinion qu'on pouvait avoir de lui.

Les auberges représentaient les grands espoirs de 36 : la création d'un monde nouveau. Personne n'avait



Dans la lutte, pas de limite d'âge.

conscience de la ligne de résistance qui allait se manifester. Le mouvement de grève, lui-même, a été un immense mouvement de libération dans les comportements. Avant 36, le régime dans les entreprises était infernal : surexploitation, tentatives d'élimination de tout ce qui était militants syndicaux ou politiques, bien sûr. Et puis brusquement, tout cela s'est effondré avec la grève généralisée des entreprises.

Au début, l'occupation était une réponse à une possible utilisation des jaunes. La France comptait 800 000 chômeurs, ce qui représentait 8 % de la population salariée. Au bout de quelques jours, il était impensable que les patrons utilisent les jaunes. Le climat était tel que c'était impossible. L'occupation des usines n'était donc plus une nécessité pour la lutte.

Le basculement définitif peut être daté de la grève du 30 novembre 1938, organisée par la CGT contre les décrets Reynaud, qui remettent en cause la loi des quarante heures<sup>9</sup>. La direction Jouhaux croit jusqu'au bout que des négociations sont possibles. La grève n'est donc réellement décidée que quarante-huit heures avant l'échéance, alors qu'elle était annoncée depuis quinze jours. Le patronat s'est, de son côté, minutieusement préparé, tout comme le gouvernement. Des avis sur les risques encourus en cas de grève sont publiés, menaçant d'expulsion immédiate les émigrés grévistes, donnant des consignes sur les diverses formes de lock-out, exhortant les patrons à ne pas réembaucher les ouvriers licenciés, préconisant la systématisation de listes noires, etc.

La grève est un échec. La consigne générale est de ne pas occuper les usines et de ne pas prolonger les débrayages au-delà de vingt-quatre heures. Les cheminots appellent tout de même à se rendre sur les lieux de travail, pour y faire la grève sur le tas. Ils sont réquisitionnés. Arrivant dans les gares, ils peuvent constater que des centaines de policiers en ont pris possession, protégeant les cadres installés sur les machines.

La situation est identique dans les dépôts d'autobus. Entre deux et quatre heures du matin, la grève y est brisée presque partout. Les premiers conducteurs qui refusent de conduire leur bus sont immédiatement arrêtés et menacés du Conseil de guerre.



LE GRAND TOURNANT

●●●

grer les dirigeants des petites entreprises et d'unifier les multiples associations patronales existant en province.

L'opposition parlementaire se reprend également et, surtout, l'extrême droite surmonte vite la « dissolution » des ligues. Des forces dominantes en février 1934 comme l'Action française ou les Jeunesses patriotes s'amenuisent. Mais, deux mouvements passent au devant de la scène. Il s'agit d'abord du Parti populaire français (PPF) créé durant l'été 1936 par Doriot, qui dispose d'une base populaire et rassemble cent mille membres dès l'été 1937. Dans les premiers temps, la classe dominante le finance largement, Doriot lui paraissant avoir la stature d'un leader à la fois « populaire et national ». Mais Doriot se voit néanmoins supplanté par le Parti social français (PSF), héritier des Croix-de-Feu, l'organisation qui paraissait la plus hésitante à l'occasion des événements de 1934. Toujours dirigé par le colonel de La Rocque, le PSF regroupe au moins un million de membres en janvier 1937.

En dépit de ces éléments, le mouvement ouvrier fait encore preuve d'une réelle combativité. La politique de Léon Blum ne vise toutefois pas à s'appuyer sur elle pour aller de l'avant. Elle cherche à freiner l'offensive de la droite et du patronat en leur faisant des concessions significatives. D'où l'appel à des experts liés à la droite pour surveiller le fonds d'égalisation

●●●

JULES FOURRIER

# UN DEPUTE DANS LA TOURMENTE

*Jules Fourrier vient d'être élu député communiste du XV<sup>e</sup> arrondissement (alors le plus ouvrier de Paris), lorsque débutent les mouvements revendicatifs. L'explosion, c'est aussi pour lui un petit tour de France...*

**D**ès le lendemain de notre élection, nous allons d'usine en usine appeler à l'action. Les effectifs syndicaux, jusque-là faibles, montent en flèche. En juin, les grèves éclatent partout en France. Dans le XV<sup>e</sup>, le mouvement part tout de suite, de chez Edoux-Samin, jusqu'aux Gourmets, rue Violet ou dans les laboratoires pharmaceutiques, des entreprises au personnel essentiellement féminin où le niveau de conscience était jusque-là plus bas et la répression plus féroce. La grève est totale dans le quartier et il faut l'entretenir afin que le moral ne s'essouffle pas.

C'est chez Citroën, la plus grosse usine du XV<sup>e</sup>, que je suis la grève de très près. La famille Michelin possède la majorité des actions ; elle a placé un de ses fils à la direction des usines. Nous nous rendons en délégation dans son grand bureau vitré d'où on voit

toute l'usine de Javel. En tête, il y a Pierre Timbaud, secrétaire du syndicat des métaux de la région parisienne, et Renard, dirigeant syndical de l'usine de Javel. Plusieurs autres militants les accompagnent, dont moi, pour le comité intersyndical du XV<sup>e</sup>, et en tant qu'élus du Front populaire.

Le potentat au double chevron nous accueille avec les manières cassantes qui sont habituelles ici. Nous ne sommes pas des familiers des conseils d'administration des grandes sociétés capitalistes, mais sa froideur hautaine ne nous impressionne pas pour autant. A Javel comme partout en France, les ouvriers, pour la première fois, mais avec assurance, imposent leur rapport de forces aux patrons. Le fils Michelin ne veut même pas discuter et rejette en bloc nos revendications, que soutiennent toutes les usines de la marque.

Un seul fait illustre à lui seul la hargne rapace du patronat Citroën. Une forte commande de taxis pour Buenos Aires était encore sur les chaînes arrêtées depuis deux semaines. Afin de bien montrer la puissance de notre combat, nous proposons avec l'accord de tous les travailleurs de finir la construction de ces six mille taxis sur les bases que nous soutenons dans nos revendications. La réponse vient en un éclair : « La maison Citroën n'attend pas après six mille voitures. » Quand nous comprenons qu'ils préfèrent perdre une si grosse commande plutôt que de nous donner satisfaction, nous étendons encore l'occupation des usines et des bureaux de direction.

Le lendemain, je pars en compagnie de Charles Michels<sup>1</sup> discuter avec les ouvriers et les ouvrières de l'usine Citroën qui fabriquaient les obus en 14-18. C'est là que les conditions de travail sont les pires de l'entreprise, alors que ces ateliers ont fourni à Citroën ses profits les plus juteux. L'usine appartient à la fille

Citroën et les travailleurs ont dix ou quinze ans de maison. Nous devons débattre pendant plusieurs heures pour mettre l'usine en grève, mais elle sera aussi l'une des dernières à reprendre le travail.

Alors que les grèves s'étendent, le parti décide de m'envoyer à Cholet, ville ouvrière du textile, où règne un patronat archaïque. Les travailleurs y occupent solidement les usines, tandis que la presse réactionnaire ne se gêne pas pour protester contre cette atteinte à la propriété privée, à l'autorité de l'Etat !

Le parti est ici très faible, et formé de militants peu politisés et inexpérimentés pour la plupart. Je fais la tournée des entreprises, et partout je prends la parole, dans les ateliers, dans les cours des usines, sur les établis, au milieu des machines-outils. C'est du jamais vu et l'enthousiasme est parfois tel qu'on va me chercher chez le fleuriste du coin un bouquet de fleurs : pour le député communiste, un gars du pays en plus ! Ils ont de l'allant, et nous organisons un grand meeting à la salle des pompiers afin que la population apporte sa solidarité aux ouvriers en grève.

A Bressuire, dans les Deux-Sèvres, il n'y a que quelques petites usines et une seule cellule, celle des cheminots. Ce sont de vieux militants, mais ils sont toute la semaine dans les trains et ne peuvent guère militer sur place. J'y reste trois jours afin d'organiser le travail, avant de partir pour Saumur où les ouvriers horticoles sont en grève. Enfin, ma tournée se termine dans le Maine-et-Loire.

Une anecdote montre bien l'état d'esprit général : pendant mon séjour, le maire de la ville devait présider à l'inauguration d'une statue de La Rochejaquelein<sup>2</sup>. Nous organisons une délégation auprès de Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, composée de représentants des syndicats, du PC et de la SFIO, afin de protester. En représailles, le maire refusera plus tard d'ouvrir ses salles à nos réunions et je tiendrai meeting à la décharge municipale. Juché sur un tas d'ordures, je m'adresse à pas moins de deux mille personnes. Le journal du PSF en arrive à titrer : « Un député à la solde de Moscou est venu s'installer dans nos murs. »

1. Autre député communiste du XV<sup>e</sup> arrondissement. Fusillé en 1941.  
2. Figure historique de la chouannerie.

●●●  
Tous les studios de radio sont réquisitionnés et les dépêches censurées. De cette manière, quand il se lève, au petit matin, l'ouvrier entend que la grève est un échec patent. Regardant par sa fenêtre, il constate que les bus circulent ; il part donc à son travail.

Le bilan est particulièrement lourd. Plus de vingt mille licenciements sont décrétés, touchant pour l'essentiel des responsables syndicaux. Dans une série de départements, le mouvement syndical est décapité. Bien d'autres événements viennent, dans les mois suivants, modeler encore le paysage de la défaite : la victoire franquiste en Espagne, le Pacte germano-soviétique, la guerre, le vote, par la chambre du Front populaire, des pleins pouvoirs à Pétain, etc. Mais, dès novembre 1938, une page est tournée...

Entretien réalisé par  
Christian Picquet et Natacha Brink

1. Pivert et Zyromski animent alors la tendance de gauche au sein de la SFIO, la Bataille socialiste. Celle-ci éclate en 1935, Zyromski se ralliant à la politique de Blum. Pivert fonde alors la Gauche révolutionnaire, ce qui ne l'empêche pas d'entrer au cabinet de Blum. La GR est dissoute par la direction du parti en 1937 et Pivert quitte la SFIO l'année suivante pour fonder le Parti socialiste ouvrier et paysan.

2. Avant de dériver vers le fascisme, Jacques Doriot, dirigeant de premier plan du PCF, s'oppose à l'orientation sectaire et ultra gauche de l'Internationale communiste. Il s'appuie principalement sur le rayon de Saint-Denis, ville dont il est le maire. Ce n'est qu'en 1936 qu'il fonde le PPF, avant de devenir l'un des chefs de file de la collaboration.

3. Le pacte se prononce notamment pour le désarmement et la dissolution des organisations fascistes, la défense des libertés, pour la représentation proportionnelle et la dissolution de la Chambre, contre les préparatifs de guerre et la terreur en Allemagne et en Autriche. Il prévoit l'organisation d'initiatives communes, l'autodéfense unitaire des meetings et des manifestations et la renonciation de chaque partie à la polémique.

4. Les trotskystes animent à ce moment la tendance « bolchevique-léniniste » dans la SFIO. Cette dernière ne tarde pas à recevoir les coups de la direction et est exclue en 1935.

5. La main tendue aux radicaux est alors censée permettre le ralliement des « classes moyennes ». Le 22 octobre 1934, Marcel Cachin écrit ainsi dans *l'Humanité* : « L'expérience de ces dix dernières années nous a appris que l'alliance des classes moyennes avec les salariés est, elle aussi, indispensable pour vaincre le fascisme, expression finale du grand capitalisme. »

6. L'Etoile nord-africaine, fondée en 1936 par Messali Hadj, incarne le sentiment national algérien, en particulier dans l'immigration ouvrière en France. Dissoute en 1937, l'organisation se reconstitue en Parti du peuple algérien qui est à son tour interdit en 1939. Ce courant prône alors l'indépendance par étapes.

7. De juin à décembre 1936, les auberges de jeunesse passent de 250 à 400. Elles rassemblent trois mouvements : celui créé, dès 1930, par Marc Sangnier, la Ligue française pour les auberges de jeunesse ; le Centre laïque des auberges de jeunesse, fondé, par scission, en 1933, par le Syndicat des instituteurs, la CGT, la Fédération de l'enseignement, etc. ; le Comité des auberges du monde nouveau, lancé en 1934 par Jean Giono. Leur activité consiste essentiellement à organiser des randonnées comprenant autant d'étapes que d'auberges existantes.

8. Camille Chautemps, dignitaire de la franc-maçonnerie, préside le gouvernement entre 1937 et 1938. Après un court épisode durant lequel Blum revient aux affaires, le radical Daladier devient président du Conseil, d'avril 1938 à mars 1940. Il réprime la grève générale de novembre 1938, signe les accords de Munich et interdit le PC, en 1939.

9. Paul Reynaud devient ministre des Finances le 1<sup>er</sup> novembre 1938. Il met au point 32 décrets portant sur le temps de travail, la situation des étrangers, les prix, les finances, les travaux publics. C'est évidemment la suppression des quarante heures qui frappe le plus l'opinion. D'autant qu'elle est solennellement annoncée au pays : « Devant les étrangers qui nous écoutent, je vous annonce qu'en France, la semaine des deux dimanches a cessé d'exister. »



La conquête du droit à la dignité et à la paresse...



# NO PASARAN !

Toile de fond des journées de 1936 en France, la guerre civile en Espagne. La question divise profondément le mouvement ouvrier. Et ils sont des milliers à partir combattre l'insurrection fasciste, les armes à la main.

**D**e l'été 1936 à l'hiver 1938, une question domine le débat politique en France : l'attitude à adopter face à la classe ouvrière d'Espagne, confrontée au soulèvement de l'armée. Tout commence dès février 1936.

L'Espagne républicaine qui a vu la victoire du Frente popular s'embrace au fur et à mesure que s'étend un soulèvement militaire fasciste parti du Maroc le 17 juillet. Franco sollicite immédiatement Hitler et Mussolini afin d'obtenir les avions et le matériel devant lui permettre de porter la guerre dans la péninsule. Il obtient gain de cause en quelques jours. D'emblée, la guerre civile d'Espagne devient un enjeu majeur de la situation européenne.

A Londres, les gouvernements français et anglais négocient entre eux ce que l'on va bientôt appeler la « non-intervention ». Par contre, sur tout le continent et jusqu'en Amérique, les antifascistes se mobilisent : solidarité matérielle d'abord, propagande politique, mais aussi départ de ceux pour qui l'action sur le terrain semble le meilleur soutien. Individuellement, ils rejoignent, dès août et septembre, les colonnes armées qui se sont constituées sur le terrain et prin-

cipalement celles de la première formation à accepter les volontaires, le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM), formation créée en juillet 1935, par la fusion du Bloc ouvrier et paysan de Catalogne et de la Gauche communiste.

Dès ce moment, on assiste à un flot ininterrompu de départs vers le front espagnol. En France, le train 77 qui dessert Barcelone est même baptisé « Train des volontaires », tant sont nombreux ceux qui l'empruntent. Dans le même temps, partent de Marseille, des bateaux desservant le

port de Valence, puis Albacete, petite cité désormais célèbre pour avoir été la plaque tournante des Brigades internationales.

Pour Staline, qui négocie la totalité des réserves d'or de la jeune République contre des fournitures en armements à partir d'octobre 1936, il ne peut être question de trop s'impliquer. Aux conseillers militaires soviétiques délégués sur place, on ordonne de rester à distance du front...

De toutes parts, mais surtout de France, d'où les responsables de l'Internationale communiste mesu-



Départ pour le front avec la volonté d'en découdre.

rent à quel point le monopole de la solidarité peut leur échapper — de même qu'échappe au petit PCE le contrôle politique et militaire des opérations — l'idée de constituer une force qui rétablisse les équilibres est défendue. Staline accepte, finalement : militants communistes pour les deux tiers au moins, solidement encadrés et sélectionnés par l'appareil, les

hommes et les femmes des brigades affluent de partout. Héroïquement, ils portent à l'adversaire des coups décisifs. Le 7 novembre 1936, ils sont ainsi sur le front de Madrid. Un tiers des membres des brigades ne reviendront pas.

Le camp franquiste reçoit pourtant une aide plus importante, comme en témoigne le bombardement de

VITAL GAYMAN

## J'ETAIS

# LE COMMANDANT VIDAL

*Durant le Front populaire, Vital Gayman, récemment disparu, est conseiller de Paris et journaliste à « l'Humanité ». La direction du PC l'expédie en Espagne où il assiste aux réunions de la direction du PCE. Il devient ensuite commandant de la base d'Albacete des Brigades.*

**L**e 17 juillet 1936, Marty m'appela pour me dire : « Tu es un ancien officier de la guerre de 1914-1918 et tu connais les questions militaires. Tu pars en Espagne, non pas pour le journal, non pas pour représenter le parti, mais comme contact de la direction du parti français, envoyé pour examiner la situation là-bas. » Je suis entré en Espagne après avoir traversé le tunnel de Cerbère à pied. A Barcelone, j'ai contacté la direction du POUM afin d'obtenir d'elle les moyens de gagner Madrid. Je suis donc arrivé au siège du comité central du PCE à Madrid avec mon ordre de mission et on m'a donné la qualité d'observateur de la situation militaire.

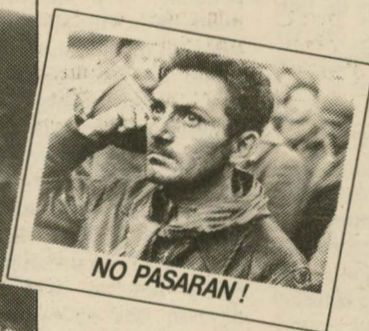
Le parti m'a donné les moyens de visiter un peu le front nord, un peu le front ouest (c'est-à-dire Talavera de la Rena), et Tolède dont je me suis occupé.

Vingt-cinq jours passent, pendant lesquels j'assiste aux réunions du bureau politique sans rien dire, un des secrétaires concluant en général la réunion en disant : « En ce qui concerne les questions militaires — je le dis pour le camarade français — il n'y a rien de nouveau. » Jusqu'au jour où, une nuit de la fin août, on vient me réveiller à deux heures du matin, dans la chambre que l'on m'avait aménagée dans l'imprimerie d'un journal de Madrid qui ne paraissait plus. On me conduit devant un camarade du bureau politique et on m'annonce : « Voilà, ils ont pris Talavera de la Rena à la suite d'une violente attaque de légionnaires et de Marocains. » Je les avais mis en garde contre cette éventualité depuis un mois en leur disant que le véritable danger était sur l'Ebre et non pas dans la sierra. Là-dessus, je rentre en France.

Je ne savais pas qu'on y organisait des brigades et je fus un peu surpris quand on m'annonça : « Naturellement, tu repars avec la 1<sup>ère</sup> brigade. » J'ai dit : « Pourquoi pas ? » Je devais, en principe, être le chef d'état-major de la 1<sup>ère</sup> brigade, commandée par Kléber. Or, un brave type, capitaine de réserve et volontaire pour l'Espagne, pensait qu'il serait le chef d'état-major. On parla de lui offrir le commandement de la base à la place mais il piqua une colère et démissionna... Sur ces entrefaits, un colonel de réserve de l'armée française vint rejoindre les brigades et on décida de le prendre à ma place et de me muter à la base. Voilà comment je devins commandant de la base d'Albacete et comment j'organisai l'arrivée de cinq brigades — de la 10<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> — passant mon temps à constituer des unités... □



Les miliciens du POUM, premiers dans la formation de groupes de volontaires. Premières victimes aussi de la répression stalinienne.





Guernica, en avril 1937. Prenant plus tard prétexte des tergiversations et des capitulations de Londres et Paris où la politique de l'autruche est devenue complicité avec les dictatures, Staline rappelle les brigades. Celles-ci quittent l'Espagne en novembre 1938. A l'horizon se profile déjà le pacte germano-soviétique.

Tant d'espoirs déçus, la guerre perdue l'hiver suivant, et débouchant sur l'entrée des forces nationalistes à Madrid, les brigades n'accomplissent pas finalement leur rôle qui était de mettre en déroute la rébellion fasciste. On sait qu'elles firent écran, que derrière elles, et à l'insu de ceux qui se sacrifient, les hommes des services spéciaux soviétiques, le NKVD, peuvent parfaire leur travail de sape, liquidant les représentants du mouvement révolutionnaire espagnol, à commencer par les militants du POUM, les trotskystes, les anarchistes.

L'échec des brigades est donc le produit direct de la politique criminelle de l'Internationale communiste. Mais il est aussi celui de la social-démocratie et tout particulièrement de Léon Blum.

La question du soutien au peuple d'Espagne déchire profondément le mouvement ouvrier français. Au départ, les communistes et l'aile Jouhaux de la CGT se montrent partisans du soutien direct. En face, existe toutefois un fort mouvement neutraliste. La SFIO elle-même est divisée, Zyromski et une partie des blumistes se déclarant partisans de l'intervention, Pivert considérant que ce n'est pas aux Etats mais au prolétariat international d'aider la révolution espagnole.

En fin de compte, les pressions conjuguées de la droite française — qui apporte un appui sans faille aux nationalistes — des radicaux et du gouvernement britannique ont raison des hésitations de Blum. Il se rallie à la non-intervention, tolérant tout juste l'expédition symbolique et discrète de fournitures militaires. Le cabinet de Front populaire observe jusqu'au bout cette attitude, même quand l'engagement des forces allemandes et italiennes sur le théâtre des opérations devient patent. Pour le mouvement ouvrier d'Europe, une occasion majeure de passer à la contre-offensive après les défaites enregistrées face au fascisme est manquée. Avec la victoire des armées nationalistes, le sort de l'Europe est scellé. A peine est-il venu à bout de la résistance populaire que Franco signe le pacte anti-Komintern.

Raphaël Duffleaux



Après la défaite, l'heure de l'exode. Les réfugiés sont internés dans des camps en France, par un gouvernement qui s'appuie sur la majorité de front populaire.

**ROGER CODOU**

## ITINERAIRE D'UN SIMPLE BRIGADISTE

*Militant communiste, Roger Codou s'engage en 1936 dans les Brigades internationales. C'est pour lui une sorte de rédemption personnelle, comme il l'a évoqué dans une savoureuse autobiographie, « le Cabochard » (éditions La Découverte). Il nous a relaté son expérience et ses découvertes.*



Août 1936, l'enthousiasme assure la cohésion des milices.



**C'**est en janvier 1937, que je suis parti en Espagne. Je sortais alors d'une clinique où j'avais suivi une douloureuse cure de désintoxication<sup>1</sup>. Délabré physiquement autant que moralement, je me considérais comme un homme perdu. Je partis avec mon désespoir et la volonté d'en ter-

miner en beauté avec une vie qui avait perdu tout son sens.

En Espagne, la situation était dramatique. La non-intervention avait ligoté la République et l'agression franquiste, déclenchée le 18 juillet 1936, généreusement alimentée en hommes et matériel par la coalition hitléro-mussolinienne, avait marqué des points décisifs. Madrid était aux trois quarts investie.

En octobre 1936, la première Brigade internationale était constituée avec des volontaires français, des militants antifascistes venus de tous les pays au prix de mille difficultés, et de nombreux exilés politiques résidant en France. On réclamait des volontaires, encore des volontaires. A la surabondance de l'armement franquiste, il fallait opposer des poitrines.

Les volontaires qui arrivaient en Espagne avaient généralement une vision romantique de ce que serait leur lutte : quelques semaines de combat viendraient à bout du putsch franquiste. La réalité était tout autre :

c'était une véritable guerre, une guerre interminable avec ses tranchées, la boue, le froid, le sang, la merde, les poux et, en surimpression, la mort qui rôdait en permanence. Le Parti communiste, le grand recruteur, promettait des allocations aux familles pour inciter les volontaires. Ces promesses ne furent pas tenues. Aux conditions terribles et d'autant plus meurtrières qu'elles résultaient de l'insuffisance d'armement, s'ajoutait l'angoisse due à la lecture des lettres des compagnes exprimant leur détresse. Et il ne pouvait être question de retour.

Mon premier front fut celui dit du Jarama. Ce fut une bataille particulièrement sanglante au cours de laquelle les combattants des brigades durent stopper la ruée franquiste visant à couper l'unique route Valence-Madrid qui assurait le ravitaillement de la capitale. Puis, ce furent cent trente-huit jours de tranchée — sans repos — avec tout ce que cela implique de souffrances. J'étais venu mourir, mais je n'avais pas réalisé quelles qualités physiques sont nécessaires pour faire la guerre. Ce fut une rude épreuve et j'ai bien cru craquer dès les premiers jours. C'est la lutte pour la vie qui l'emporta et qui, finalement, gomma mes fantasmes suicidaires.

□ *Comment vous êtes-vous organisés ?*

La diversité des langues, même dans une brigade, posait des problèmes insolubles de commandement. La 15<sup>e</sup> brigade, à laquelle j'appartenais, comptait des Anglais, des Américains, des Italiens, des ressortissants d'Europe centrale, des Espagnols et des Franco-Belges. Il fut décidé de regrouper les brigades par langue. C'est ainsi que mon bataillon fut dissous et son effectif muté à la 14<sup>e</sup> brigade, « la Marseillaise ».

□ *Quand vous arrivez en Espagne, ressentez-vous l'atmosphère des débats politiques qui existaient en France ?*

La France s'était dotée, elle aussi, d'un gouvernement de front populaire. Il y avait un extraordinaire élan de solidarité envers l'Espagne. Indépendamment des collectes de vivres et de médicaments, on voulait que cesse la non-intervention et que soient expédiés des armes et des avions pour l'Espagne.

Dans ma cellule de Saint-Tropez, où j'habitais alors, il n'y eut pas de débat lorsque je suis parti avec un autre camarade, Alphonse Celli, qui fut d'ailleurs tué le

jour même de son arrivée au front.

Au sujet de la répression contre le POUM, on se borna à nous indiquer que les membres de cette organisation avaient pactisé avec les fascistes et que ses combattants organisaient avec l'ennemi des parties de football. Nous étions à ce point conditionnés que nous avons accepté ces explications sans discussion. J'ai su, toutefois, parce que je l'ai bien connu, que Penchienati, qui commandait un bataillon de la 12<sup>e</sup> brigade italienne, refusa d'engager son unité dans cette répression. En fait, la criminelle liquidation du POUM fut l'œuvre des agents soviétiques du NKVD, dirigés par le sinistre Orlov et infiltré dans le Service des investigations militaires (SIM) de la République.

C'est à partir de juillet 1938 qu'on a fait adhérer au PCE les éléments des brigades en qui « on » avait le plus confiance. Dès lors, des « discussions politiques » eurent lieu dans les bataillons, sous les directives de responsables soigneusement triés sur le volet.

On a beaucoup parlé du rôle des commissaires politiques. Ceux-ci, à l'échelle des brigades et des bataillons, étaient des permanents arbitrairement désignés par le parti, avant même d'avoir connu le baptême du feu. Or, être un bon propagandiste dans une situation est une chose. Etre un commissaire à la hauteur de sa mission dans le combat en est une autre et il y eut, naturellement, dans ce domaine, des défections sans nombre.

Aujourd'hui, j'ai atteint l'âge où l'on dresse le bilan de son passé. J'ai sacrifié ma jeunesse, ma vie d'homme, ma famille pour une cause dont j'ai découvert, hélas ! trop tard, le mensonge. Mais les souvenirs laissés dans la généreuse Espagne ensoleillent encore mes vieux jours. Je suis fier du combat que j'ai mené là-bas parce que nous étions habités par l'enthousiasme et la chaude fraternité. Tous mes chers et vaillants compagnons : Marcel Sagnier, Guisco Spartaco, Gabriel Fort, Alec Bebler, Oussid'Hium Rabbah et tant d'autres, tous disparus, continueront à vivre dans ma mémoire jusqu'à mon dernier souffle. Ceux-là n'étaient pas des tricheurs.

1. Dans son livre, Roger Codou relate comment, alors qu'il était secrétaire de mairie à Saint-Tropez, il avait fait la lumière sur certains tripatouillages municipaux. Profitant de son hospitalisation à l'occasion d'un accident, on somma les médecins de le rendre morphinomane.



On a dit de Mai 68 que ce fut la fête. Juin 1936 représente également une intense explosion culturelle. Le groupe Octobre se trouve au cœur de ce mouvement, faisant descendre le théâtre dans la rue et se référant à une tradition anticapitaliste et communiste, bien que non alignée sur les mots d'ordre du PC.

Juin 1936 est certainement la plus grande kermesse ouvrière jamais vue dans le pays. « Paris, Billancourt, et Saint-Denis ont mis du rouge aux joues des jours gris », en dit même Etienne Roda Gil.

Le groupe Octobre y joue un rôle phare. Il s'inscrit dans une tradition qui relie le théâtre du peuple, de

populaires, à l'action politique. Ils cherchent quelqu'un capable de leur écrire très rapidement des textes d'actualité, dans un style dépassant le schématisme d'une agit-prop réduite aux mots d'ordre.

C'est alors qu'intervient la rencontre miracle avec Jacques Prévert. De l'osmose entre les agitateurs de



Avec les grèves, la culture entre dans les usines et descend dans la rue.

## LA CULTURE DANS LES USINES

# LE PRINTEMPS D'OCTOBRE

Maurice Pottecher, au début du siècle, au théâtre politique et à l'agit-prop de l'Allemand Erwin Piscator. Il opère la jonction entre Maïakowski, Brecht et le théâtre surréaliste.

A l'origine, la création, en 1927, d'un groupe de théâtre politique d'amateurs : « Prémices ». En 1932, à son retour d'Allemagne où il est très sensible au travail des troupes d'agit-prop intervenant dans le mouvement antifasciste, Lazare Fuchsmann le scissionne en compagnie d'une dizaine de ses camarades. Parmi eux, Raymond Bussièrès, qui deviendra un acteur célèbre et qui, pour l'heure, se contente d'être le secrétaire et l'unique membre d'une section de la CGTU à l'Hôtel de ville. Ces jeunes sont, pour l'essentiel, issus de milieux très modestes. Ainsi, Fuchsmann est l'un des sept enfants d'une famille d'immigrés juifs ukrainiens. Sa mère, qui est une chiffonnière et a fui les progromes de 1905, fait les marchés du Kremlin-Bicêtre.

### Rencontre avec Prévert

Tous ces jeunes ne veulent plus se contenter de recherche esthétique. Ils entendent participer à l'agitation ouvrière, aux meetings

« Prémices » et de la « bande à Prévert » naît une merveilleuse équipe d'activistes du théâtre. « Nous jouions comme nous aurions vendu l'Huma », dit Marcel Duhamel, qui devait fonder ultérieurement la Série noire... Un grand nombre de tendances et de nuances politiques coexistent dans le groupe à partir de cette convergence d'aspirations. L'actualité devient maîtresse et le groupe répond à une commande sociale bien plus qu'à des directives politiques. Ses objectifs sociaux, politiques et idéologiques sont ceux du prolétariat révolutionnaire des années trente.

Cette conjonction entre une totale indépendance à l'égard du Parti communiste, le sens politique et militant de son action publique et la coexistence d'opinions diverses permettent à cette troupe de se distinguer de toutes celles qui existent à l'époque.

Ce type de théâtre se distingue tout d'abord par la forme du chœur parlé. Les plus célèbres sont *la Bataille de Fontenoy* et *Vive la presse*. Dans la perspective des élections législatives de 1932, cette dernière dénonce les turpitudes de la presse bourgeoise.

En mars 1933, éclate chez Citroën une grève qui

dure deux mois. Prévenu le matin, Prévert écrit un texte, répété dans la journée par les chômeurs — il y en a beaucoup dans la troupe — et, à 18 heures, par les autres. Il est joué le soir même devant les grévistes. Pendant toute la grève, il est présenté devant les publics ouvriers les plus divers. A force de conviction et de travail, et tout en accomplissant un acte courageux, la troupe tend vers la perfection spectaculaire.

Ses représentations sont encore du chœur parlé et sont déjà du théâtre. Quittant la rue et les manifestations, s'enracinant dans l'usine, au cœur des luttes ouvrières, le groupe opère un saut qualitatif dans son action.

En juin 1933, il participe, à Moscou, aux Olympiades du théâtre ouvrier. Il y est primé. Au retour, les avis de ses membres sur l'URSS sont très partagés. Présent partout, il répond sur le coup aux événements de l'actualité. Trente-trois heures après l'avènement du pouvoir de Hitler, il présente, salle Bullier, un spectacle où Prévert joue le rôle du dictateur. Dès lors, la dénonciation du danger fasciste se trouve au cœur des activités de l'équipe. Chaque texte de Prévert représente un discours politique et militant, incitant l'auditeur à l'action. Lorsque les Croix-de-Feu, organisent des soupes populaires pour les chômeurs, Prévert écrit un chœur parlé : *Mange ta soupe et tais-toi*. La troupe participe encore à toutes les manifestations et à la montée au mur des Fédérés pour les commémorations de la Commune.

Fin juillet 1935, le groupe interrompt ses activités. Il se heurte à de gros problèmes financiers, mais cela ne semble pas être l'essentiel. Au long de son activité, il a évolué, progressé ; ses prestations sont plus théâtrales, évoluent vers de véritables parades satiriques. La question du professionnalisme se pose avec d'autant plus d'acuité que de nombreux participants à l'aventure participent aux films des frères Prévert, pour assurer leur subsistance.

### Fin et renaissance

La renaissance, en mai 1936, ne dure que trois mois. L'équipe prend une part prépondérante à l'animation des luttes ouvrières. Cette effervescente et enthousiasmante apothéose se concrétise par *le Tableau des merveilles*, qui est représenté dans les grands magasins, Louvre, Printemps, Samaritaine. Il s'agit d'un divertissement inspiré de Cervantes qui conte, dans son premier tableau, l'histoire d'un couple et d'un enfant volé. Un peu l'histoire des Gitans d'Espagne, en butte à la répression depuis Charles Quint et ancêtres des immigrés modernes.

La grande fête du groupe, le 1<sup>er</sup> juillet à la Mutualité, constitue le chant du cygne. C'est l'éclatement. Roger Blin, à qui l'on devra la connaissance du théâtre d'Artaud, d'Adamov, de Beckett et de Genet, l'analyse : « Une des raisons essentielles a été le changement de tactique du parti. Des formules du style "Retrouvons nos manches ! Ne

tendons pas le poing aux prêtres ! Vive l'armée républicaine ! La police avec nous !" ne pouvaient plus nous convenir. Nous, dont l'existence et le programme étaient entièrement anticolonialistes, antipoliciers, antimilitaristes, anticurés et, dans une certaine mesure, anti-social-démocrate, nous n'avions plus de raisons d'exister... »

Surréaliste non orthodoxe qui est parvenu à créer un lien réel avec la classe ouvrière, que ce soit dans ses films, ceux de la période montante, avec Renoir, ou ceux de la période suivante, avec Carné, Prévert indique : « Moi, j'ai abandonné au moment des accords de Laval<sup>1</sup>, quand il devenait de bon ton, dans les milieux ouvriers, de remplacer l'Internationale par la Marseillaise. Cela ne me plaisait pas, je la connaissais depuis que j'étais tout petit, je j'avais vue à toutes les sauces, et j'aimais bien l'Inter, alors cela s'est arrêté là... »

Laissons la conclusion à Bernard Meller, jeune ouvrier ébéniste et internationaliste, qui se consacre corps et âme à Octobre : « Moi qui n'avais jamais connu que l'atelier et la pauvreté, j'ai eu ma part de paradis. Je tiens à aller aider mes frères, les prolétaires espagnols... » Peu de temps après le début de la guerre d'Espagne, engagé dans la colonne Durutti, il succombera sous les balles franquistes, à Guadalajara...

Alexis Violet

1. Il s'agit du traité franco-soviétique, signé en mai 1935 par Pierre Laval, alors ministre des Affaires étrangères. Le pacte consacre la recherche par Staline de l'alliance avec les « démocraties ».

# TOUT ETAIT-IL POSSIBLE ?

□ *A la lumière de l'expérience récente de la gauche au pouvoir, quel bilan pouvez-vous tirer du Front populaire, cinquante ans après ?*

**DIDIER MOTCHANE** — Le Front populaire exprimait la résistance à la montée du fascisme et la réaction à la déflation. Paradoxalement, 1981 a représenté, non seulement la plus grande victoire politique de la gauche, mais aussi la fin d'une période exceptionnelle où la gauche en France mettait en cause directement le capitalisme, et l'impérialisme. L'Union de la gauche, c'est un dépassement des deux grandes illusions du mouvement ouvrier : illusion de la II<sup>e</sup> Internationale en 1914, c'est-à-dire celle de l'internationalisme réalisé (il le sera par le capital) ; illusion de la III<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire du socialisme dans un seul pays. En 1981, la crise de la gauche, à la fois syndicale et politique, était très installée, l'état de grâce qui donnait effectivement un certain nombre de facilités au gouvernement de la gauche traduisait une atonie, un malaise, un manque d'horizon et un manque de sens.

**HENRI NOGUERES** — J'ai beaucoup de peine à établir un parallèle entre le Front populaire et l'expérience de 1981. Le Front populaire a pu prendre naissance, se développer, et devenir temporairement victorieux, sous la pression à la fois d'événements internationaux (la montée du nazisme), et de la présence en France d'une série de mouvements d'extrême droite (le Front national multiplié par un coefficient important). Ce qui me paraît intéressant dans l'histoire du Front populaire, c'est de savoir comment on a pu transformer cette réaction défensive, le « *no pasaran* » français, en un mouvement constructif, positif, cohérent, avec un programme proposé à l'ensemble de la population qui y a adhéré au moment des élections du printemps 1936. Le bilan de la réaction contre le fascisme intérieur et extérieur a été immédiatement et totalement positif ; le bilan de la volonté de construire ensemble quelque chose dans le domaine législatif a été positif. Et puis, dans la pratique quotidienne, ça s'est très vite dilué, toujours sous la pression des événements extérieurs qui ont alors joué dans l'autre sens. Ainsi, il me paraît très révélateur que ce soit la Chambre des députés, sortie des élections de 1936, qui ait voté

*Les journées de mai et juin 1936 furent-elles une occasion manquée, comme le furent, par la suite, celles de la Libération; de Mai 68 ou la période ouverte par le 10 mai 1981 ? Pour en débattre, nous avons réuni Didier Motchane, secrétaire national du Parti socialiste, Maurice Kriegel-Valrimont, ancien dirigeant communiste, Henri Noguères, historien et président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, Charles Michaloux, membre du bureau politique de la LCR.*



les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940. Parmi les quatre-vingts opposants à Pétain, il y avait des sénateurs et aussi des hommes de droite. Par conséquent, il n'est pas resté grand-chose de la majorité du Front populaire lorsqu'elle fut à l'épreuve du feu.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — A l'origine, en février 1934, et

dans son déroulement, le Front populaire a fait la démonstration qu'il était possible de battre le fascisme en France. Toute tentative de voiler cette possibilité constitue une falsification historique. Cela est vrai pour la période du Front populaire et celle de la Libération. Au cours de ces dernières années, une interprétation, qui se prétend historique, tente de comparer une petite

minorité de résistants à une petite minorité de collaborateurs, pour laisser le peuple français à l'écart. C'est une altération vicieuse des données réelles.

**CHARLES MICHALOUX** — Il existe en effet un sentiment de victoire écrasante, de mai 1936 à la fin de l'année 1937. Mais il y a aussi un deuxième aspect, lié au contexte des pays capitalistes

avancés, alors marqués par la grande crise de 1929 et ses effets. 1936 est une réaction à la situation faite à la classe ouvrière. Or, le rôle du gouvernement de Front populaire a été d'enterrer le mouvement le mieux possible. En 1981, par contre, l'Union de la gauche, après avoir représenté un espoir pour beaucoup de travailleurs, avait préparé, par sa politique et ses propres péripéties internes, une démobilisation. Le grand absent, en 1981, fut somme toute la mobilisation ouvrière.

**DIDIER MOTCHANE** — Effectivement, alors que 1936 était d'abord défensif, ce qui l'a caractérisé, c'est l'initiative, la dynamique populaire qui n'eut pas lieu en 1981. En ce qui concerne

*« Le Front populaire, c'était la résistance au fascisme et à la déflation. L'Union de la gauche, c'était le dépassement de deux grandes illusions. »*

la perspective politique, en 1936, elle était relativement modeste. En 1981, elle était immense : bien des gens à gauche avaient critiqué le Programme commun comme un programme qui laissait intacte la société capitaliste. C'était faux. A d'autres, il semblait extravagant. Il a quand même abouti à 1981.

**HENRI NOGUERES** — Entre 1936 et 1981, il y avait le programme du Conseil national de la Résistance qui était lui-même d'une ambition extraordinaire. Mais il n'a pas été appliqué. La « Libération trahie », c'est vrai.

J'ajouterai que, s'agissant de la guerre d'Espagne, de la non-intervention, du 7 mars 1936 et de Munich, les dés ont été faussés en raison d'une double pesée concordante : à l'intérieur, celle des radicaux, et à l'extérieur, celle de l'Angleterre. C'est la défection de l'Angleterre qui a rendu possible à la fois le coup de dés de Hitler en mars 1936 et Munich. C'est le fait que les Anglais avaient un cheval de Troie en France avec les radicaux qui a faussé l'évolution idéale de ce qu'aurait pu être le Front populaire.



TOUT ETAIT-IL POSSIBLE ?

A plusieurs reprises, les participants de notre table ronde font allusion à la formule de Marceau Pivert : « *Tout est possible* ». Il s'agit du titre d'un article que l'animateur de la Gauche révolutionnaire et secrétaire de la fédération de la Seine de la SFIO publia le 27 mai 1936, dans le *Populaire de Paris*. Il y écrivait notamment ces lignes :

« *Ce qu'appellent, au fond de leur conscience collective, des millions et des millions d'hommes et de femmes, c'est un changement radical, à brève échéance, de la situation politique et économique. On ne pourrait pas impunément remettre à plus tard, sous prétexte que le programme du Rassemblement populaire ne l'a pas explicitement définie, l'offensive anticapitaliste la plus vigoureuse.* »

« *Les masses sont beaucoup plus avancées qu'on ne l'imagine ; elles ne s'embarrassent pas de considérations doctrinales compliquées, mais d'un instinct sûr, elles appellent les solutions les plus substantielles ; elles attendent beaucoup ; elles ne se contenteront pas d'une modeste tisane de guimauve portée à pas feutrés au chevet de la mère malade (...) Au contraire, les opérations chirurgicales les plus risquées entraîneront leur consen-*

*tement, car elles savent que le monde capitaliste agonise et qu'il faut construire un monde nouveau si l'on veut en finir avec la crise, le fascisme et la guerre.* »

Rappelons que le 9 juin 1936, Trotsky envoyait à la *Lutte ouvrière*, organe du Parti internationaliste, un article intitulé : « *La révolution française a commencé* ». Il écrivait en particulier :

« *Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution.* »

Il ajoutait quelques lignes plus loin : « *Ce qui s'exprime avant tout dans la grève, c'est la méfiance ou tout au moins le manque de confiance des ouvriers sinon dans la bonne volonté du gouvernement, du moins dans sa capacité à briser les obstacles et à venir à bout des tâches qui l'attendent. Les prolétaires veulent "aider" le gouvernement mais à leur façon, à la façon prolétarienne. Assurément, ils n'ont pas encore pris conscience de leur force. Mais ce serait les caricaturer grossièrement que de présenter les choses comme si la masse n'était inspirée que par des "espoirs" en Blum.* »

mène part des élections. Il est vrai que quand le mouvement de grèves se déclenche, il prend une forme irrésistible et détermine le rythme des choses. La rapidité du vote de l'ensemble des lois sociales y est directement liée et il ne vient à l'idée de personne d'y faire le moindre obstacle. La situation se dégrade à partir du

à Pétain, ne faisaient qu'appliquer la politique du PS et du PC. Vous semblez considérer que les dirigeants du PS et du PC ont été passifs et que cela a abouti plus tard à une catastrophe, in-

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Qu'est-ce qui a transformé le mouvement ascendant en défaite ? Je n'ai assisté avant la guerre qu'à une seule séance de la Chambre des députés, celle où

« *En 1936, le gouvernement enterra le mouvement. En 1981, il avait préparé la démobilisation.* »

moment où vous mettez la démocratie hors du coup. L'intervention populaire réelle est écartée. Alors le Front populaire est battu.

□ *Tout de même, une transformation radicale de la société n'était-elle pas à l'ordre du jour ? La faillite finale de la coalition n'est-elle pas le produit de l'absence de politique audacieuse ?*

**HENRI NOGUERES** — Le Front populaire fut finalement un conglomérat qui ne s'est montré dynamique que dans l'action antifasciste, qui s'est trouvé contraint au dynamisme sous la pression des masses populaires au moment des occupations d'usines et en créant un corpus législatif considérable et rapide. Mais il a ensuite révélé ses véritables tendances, ses véritables molleses, ses faiblesses.

**CHARLES MICHALOUX** — Mais ces gens-là représentaient quand même des partis ! Les radicaux représentaient directement les intérêts impérialistes au sein d'une coalition qui, en principe, défendait les intérêts des travailleurs. Et les députés de gauche qui s'aplatissaient devant eux avant de capituler, en partie, face

□ **Henri Noguères** est journaliste, juriste et historien. Sous l'Occupation, il participe à la reconstitution du PS, devient chef régional de Franc-Tireur pour la région de Montpellier, participe au directoire régional des MUR-MLN et dirige les groupes francs de la délégation militaire régionale. Arrêté par les SS en 1944, il s'échappe, puis occupe les fonctions, à Montpellier, de commissaire régional à l'information. Il occupe aujourd'hui les fonctions de président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme et est l'auteur d'une remarquable *Histoire de la Résistance en France* (éditions Fayard).

□ **Maurice Kriegel-Valrimont** est ancien député communiste. Durant l'Occupation, il est l'un des trois membres du COMAC (Comité d'action militaire du Conseil national de la Résistance), organisation de direction militaire des FFI. Membre du comité central du

PCF, il devient rédacteur en chef de *France nouvelle*, l'hebdomadaire politique du parti. Il est limogé à l'occasion de « l'affaire Servin-Casanova ». Le 9 avril dernier, il publiait, dans le *Monde*, un vigoureux plaidoyer en faveur de la reconstruction d'une alternative communiste : « *Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du PCF, il suffira pour que ceux qui, en France, ont la volonté de ne pas se limiter aux objectifs du PS, se retrouvent pour que le courant révolutionnaire redevienne une force décisive.* »

□ **Didier Motchane** adhère à la SFIO en 1966. Il est, avec Jean-Pierre Chevènement, l'un des fondateurs du CERES, l'aile gauche du Parti socialiste. Il appartient à la direction du PS depuis 1973 et entre à son secrétariat national en 1975. Il a successivement dirigé *Repères*, *Non !* et *En Jeu*, revues animées par le CERES. Il est aujourd'hui député européen.

► **DIDIER MOTCHANE** — On peut dire par exemple, qu'en 1936, l'Angleterre fonctionnait pour la gauche comme l'Amérique depuis.

**HENRI NOGUERES** — Oui, parce que si la non-intervention eut lieu, c'est que l'Angleterre fit savoir qu'elle refuserait toute intervention. Et à propos de la guerre d'Espagne, il faut rappeler que Léon Blum voulait démissionner. Il ne voulait pas de la non-intervention et ce sont les socialistes espagnols qui sont venus lui dire que la non-intervention était le seul moyen d'évi-

vention ont été néfastes. Elle n'a pas fait reculer la guerre, elle n'a pas permis aux Républicains de respirer mieux, au contraire.

**DIDIER MOTCHANE** — Certes, mais — je n'ai pas la réponse — est-ce que Blum avait raison ou tort de penser qu'intervenir conduisait à un risque considérable de guerre civile, dans des conditions telles qu'il ne la gagnerait pas ?

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Passons à un autre sujet, celui des élections et des grèves. Certains se contentent du fameux : « Elections, piège à cons ». D'autres affirment que les grèves sont toujours premières par rapport aux élections. En 1936, pour une large part, le phéno-

De gauche à droite : Maurice Kriegel-Valrimont, Didier Motchane, Natacha Brink, Charles Michaloux et Henri Noguères.



« *Il n'est pas resté grand-chose de la majorité de Front populaire lorsqu'elle fut à l'épreuve du feu.* »

ter le drame. Léon Blum a accepté à son corps défendant. Cependant, la France a été secrètement le pourvoyeur d'armes de l'Espagne.

**CHARLES MICHALOUX** — Je crois que la décision politique fut de dire : « Nous nous en lavons les mains et nous laissons faire par derrière ». La décision d'aider le camp antifranquiste aurait permis un coup d'arrêt. Toutes les conséquences de la non-inter-

dépendamment de leur politique ; or, un bouleversement fondamental était à l'ordre du jour.

**DIDIER MOTCHANE** — Tu me donnes l'impression de regarder rétrospectivement ces événements à partir de l'idée qu'on se fait d'un schéma politique idéal. Ce cadre n'existait pas. Il faut donc savoir si les marges de manœuvre auraient pu être plus grandes. Je ne crois pas qu'une explication qui demande trop à la psychologie soit très utile.

Vincent Auriol a annoncé les mesures financières imposées par le « mur d'argent ». Cela fut un tournant. De quel côté êtes-vous de la barricade, là est le nœud du débat. A partir du moment où on ne désigne plus la barricade à l'endroit où elle se trouve — et c'est ce qui s'est passé — alors, la confusion intervient. J'étais secrétaire du syndicat des employés d'assurances à cette époque ; j'ai été

« *La situation se dégrade à partir du moment où l'on met la démocratie hors du coup. L'intervention populaire est écartée. Alors, le Front populaire est battu.* »

viré une première fois, puis réintégré par sentence arbitrale, et viré définitivement au lendemain de Munich !

Il n'y a pas de coupure entre les questions sociales et les

orientations politiques générales. Quand, dans une grande bataille comme celle de la Libération, le courant majeur se rétablit et s'exprime suffisamment, tout le monde signe le programme du CNR. Si je veux résumer soixante-douze ans de vie, c'est le Front populaire et la période active de la Libération, un petit peu 68 et un tout petit peu 1981. La vie individuelle d'un homme de ma génération est entièrement marquée par les moments où le peuple fait irruption dans l'Histoire.

**HENRI NOGUERES** — En 1936, j'étais militant de section, ancien secrétaire des étudiants socialistes, journaliste au *Populaire*, le journal de Léon Blum, et mon père était député socialiste. J'analyse la défaillance finale

*« La démobilisation a commencé quand les travailleurs eurent le sentiment que les enjeux n'étaient plus de transformer la société. »*

d'une partie non négligeable du groupe parlementaire socialiste élu en 1936 comme le résultat du pacifisme de Paul Faure. Il était le secrétaire général du PS, l'homme de l'appareil, et avait regroupé autour de lui une majorité. Il avait deux facettes : il avait mobilisé le mouvement socialiste contre l'Internationale des marchands de canons, et puis, il est devenu pacifiste intégral et a entraîné à sa suite un certain nombre de ceux qui lui faisaient confiance. Ceux qui ont trahi le Front populaire l'ont fait, au fond, parce qu'ils ont fait passer en tête de leurs préoccupations, la défense de la paix. Le point de vue opposé, « plutôt la guerre que le fascisme », était défendu par Zyromski qui, aux yeux des socialistes de la « vieille maison », représentait le cheval de Troie des communistes.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — La gauche avait le choix entre le courage et la lâcheté : si elle a choisi la lâcheté, elle a perdu la bataille.

**CHARLES MICHALOUX** — Certes, les moments forts de l'histoire moderne ont été ceux où la gauche, les partis ouvriers, les syndicats surent donner vie à une cause qui dépasse les rangs des travailleurs de l'industrie. Mais, en 1936, s'il y a eu des moments forts, comme celui de la grève générale, Blum et Thorez ont aussi consciemment essayé d'interrompre le mouvement, sur la base de conquêtes



La joie et l'espoir au quotidien dans une usine comme une autre.



Léon Blum et une partie de son cabinet : « Surtout pas l'action de la rue. »

considérables, mais qui pouvaient probablement aller au-delà. La démobilisation a commencé à partir du moment où les travailleurs ont eu le sentiment, au cours de l'année 1937, que les enjeux étaient, non plus de transformer la société, mais déjà de résister à une contre-offensive patronale.

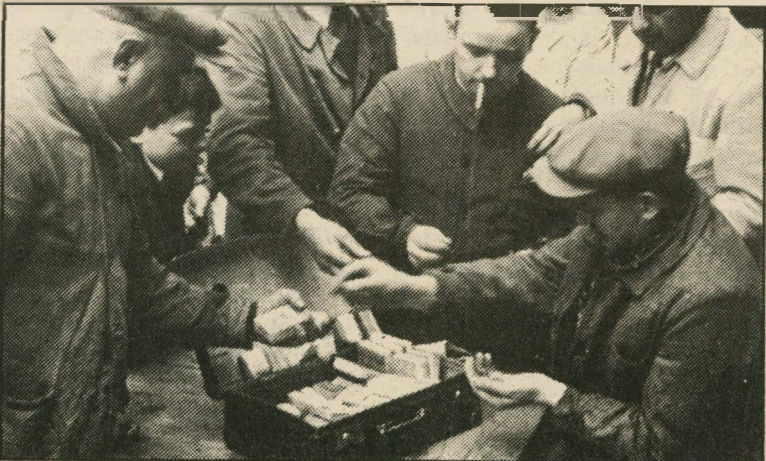
**HENRI NOGUERES** — Le seul parallèle qu'on puisse faire entre 1936 et 1981, c'est que, dans les deux cas, nos adversaires s'attendaient à nous en voir faire plus et étaient prêts à le supporter.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — En juin 1936, il est vrai que les revendications formulées ont été pour l'essentiel satisfaites. Je ne crois pas, comme disait Marceau

Pivert, que « tout était possible ». Les ouvriers de chez Renault, par exemple, ont offert au secrétaire de leur syndicat, Alfred Coste, une voiture à la fin de la grève. A la Libération, nous avons moins occupé le terrain disponible qu'à ce moment-là : la presse en est un exemple remarquable.

**HENRI NOGUERES** — Entre le « tout est possible » de Marceau Pivert, et le tout a été fait, je pense que plus était possible. En 1936, plus était possible dans la mise à raison du « mur d'argent ». En 1944, nous savons tout ce qui aurait pu être fait et qui ne l'a pas été ; ce fut la « Libération trahie ». En 1981, je n'évoque pas les questions économiques ici, mais plus était

L'auto-organisation à son stade élémentaire.



possible, par exemple, pour en terminer avec l'état d'esprit d'une armée qui n'avait pas changé, depuis « l'armée nouvelle » de Jaurès ; et cela n'a pas été fait.

**DIDIER MOTCHANE** — Michaloux distinguait une réaction défensive à l'attitude patronale et la volonté offensive de changer la société. La différence entre les deux, c'est le parti, la volonté, la conscience, le projet politique. Qu'il y ait eu certaines insuffisances dans le projet politique en 1936, c'est clair. Et il ne pouvait pas en être autrement, étant donné que c'était une bataille d'arrêt. En 1981, c'est clair aussi, mais le projet politique alors existait abstraitement, sur le papier.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Je n'ai vu de progrès réel s'accomplir que quand, avant toute alliance aussi large que possible, se constitue d'abord un noyau essentiel à gauche. Ce noyau doit déterminer les choix majeurs, non parce que ce sont les nôtres, mais parce que ce sont les seuls qui représentent une sauvegarde des intérêts en cause. Aujourd'hui, ce sont les intérêts des salariés. Et voici que l'adversaire prétend que ces intérêts sont déterminés par les entrepreneurs, c'est-à-dire les patrons. J'entends les mêmes discours que dans les années trente et ce, au nom des mêmes libertés, et de la même modernité. Mais que dire de la complaisance que ce discours rencontre parmi quelques-uns de ceux qui se disent de la énième gauche ?

**DIDIER MOTCHANE** — Est-ce que ce n'est pas le fruit de la défaite

culturelle énorme qui s'est développée à l'époque et à la faveur de la croissance des Trente Glorieuses ? La victoire politique de 1981 a correspondu aussi à une défaite culturelle très profonde qui remontait aux années de croissance. Les classes dirigeantes ont su investir les valeurs de la gauche, pour les retourner. C'est une partie de la gauche elle-même qui leur a fourni les références théoriques, comme Tocqueville par exemple ! 1981 a d'abord été la défaite de la droite, un constat de faillite des classes dirigeantes, mais la suite a montré que la gauche a eu du mal à prendre le relais. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne doit pas

*« Le parallèle entre 1936 et 1981 : nos adversaires s'attendaient à nous en voir faire plus et étaient prêts à le supporter. »*

tenir compte d'un rapport de forces qui est beaucoup plus dur, plus compliqué, plus directement mondial aujourd'hui qu'il n'a jamais été. Aujourd'hui, tous les conflits de classes sont surdéterminés par les rapports de forces internationaux, par la guerre économique mondiale.

**HENRI NOGUERES** — Au lendemain de 1981, la formule la plus injurieuse et la plus utilisée systématiquement par Chirac, à l'égard de ceux qui venaient de prendre le pouvoir, c'était de les

Qu'espérer de mieux qu'une grève jetant dans l'action des millions de travailleurs ?



appeler les « collectivistes ». Avez-vous entendu une seule voix s'élever pour dire : « Oui, nous sommes des collectivistes, fiers de l'être et depuis fort longtemps, nous sommes des marxistes, et pour nous le marxisme n'est pas un dogme mais une méthode » ? Avez-vous entendu beaucoup d'hommes de gauche

**« En juin 1936, les revendications formulées ont été pour l'essentiel satisfaites. Je ne crois pas que tout était possible. »**

dénoncer les institutions de la V<sup>e</sup> République ?

**CHARLES MICHALOUX** — Ce comportement correspond à une démission face à un certain nombre de possibilités. Tous les grands rendez-vous de ce siècle, en 1936, à la Libération, en 1968 et aussi en 1981, ont été ratés. A cause du même type de comportement et de ligne.

**HENRI NOGUERES** — Tu ne peux pas dire cela, à moins de considérer que quelqu'un en 1936, en 1944 ou en 1981, voulait instaurer les soviets partout.

**CHARLES MICHALOUX** — Ni Blum ni Thorez n'avaient l'intention d'aller vers le pouvoir des soviets. Je ne prétends pas que la révolution était possible en 1936 ou en 1981. Mais est-ce que des pas en avant pouvaient être faits ? Pivert, en disant : « Tout

*est possible », avait raison, dans la mesure où c'était une image. Je ne vois pas ce que la gauche peut espérer de mieux qu'une grève générale avec occupation d'usines. Je ne connais pas un seul mouvement où les travailleurs sont tous conscients, de A à Z, qu'ils vont transformer le régime pour construire le socialisme, selon telle ou telle modalité. La conscience mûrit dans l'action, avec des forces politiques qui agissent et qui leur ouvrent des voies. Quand vous dites vous-même qu'en 1981 plus de choses pouvaient être faites, c'était qu'il y avait un espoir et qu'on pouvait sans doute s'appuyer sur une mobilisation populaire qui interviendrait comme facteur actif. Mais c'est l'inverse qui fut fait par la gauche au gouvernement.*

**DIDIER MOTCHANE** — Penses-tu que le mieux qu'on puisse rêver est une grève générale avec occupation d'usines ? Parfois oui, parfois non. En 1968, il y a eu une grève générale ; mais d'autres conditions, aussi nécessaires que cette mobilisation, manquaient. De toute manière, la conscience collective, la conscience politique sont décisives. Le commencement de la conscience est toujours minoritaire sans pour autant avoir une vocation groupusculaire. Et, par conséquent, il faut se poser la question du langage de masse. Si on ne l'a pas eu en 1981, ce n'est certainement pas un hasard.

**CHARLES MICHALOUX** — Mais en 1936, le langage de masse ne pouvait pas être : « Il faut savoir terminer une grève », et en 1981-1983 : « Il faut accepter



TOUT ETAIT-IL POSSIBLE ?



24 mai 1936, première manifestation...

*une politique de rigueur et d'austérité » !*

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — L'état de siège permanent n'a aucun sens. Le Front populaire avait un programme clairement exprimé et soumis aux électeurs, et il a été pour l'essentiel appliqué. Comment s'articule la conception, la mise en œuvre du programme et le mouvement de masse ? Cela ne suit pas un schéma. J'ai entendu parler récemment, à la télévision, de millions de gens dans la rue pour le 1<sup>er</sup> Mai 1936. Ce n'est pas vrai. J'étais à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 1936, convoquée au stade Buffalo, avec la totalité des forces syndicales, à la fois Jouhaux et Frachon. Le stade comportait une grande et une petite tribune ; il n'y avait pas assez de monde pour la grande et sur la petite tribune nous étions trois mille pékins en tout et pour tout. C'était la manifestation centrale de la région parisienne. Et quel-

du changement possible rencontre les grandes marées du changement populaire, il s'en passe des choses.

□ Dans ces conditions, comment concevez-vous la question de l'unité ? Comment régler ce problème en évitant et le sectarisme et l'opportunisme ?

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — L'unité du Front populaire a été une donnée réelle, mais surprenante. On sortait des années trente où la moindre des choses était de « plumer la volaille ». Entre socialistes et communistes, l'affrontement physique se produisait aussi. Noguères et moi avons des souvenirs communs. Dans les manifestations du Front populaire, chacun avait son thème, et du côté des manifestants communistes, on criait encore : « Des soviets partout ! »

**HENRI NOGUERES** — Et nous, dans les rangs socialistes, on était aphones à force de crier : « Unité quand même ! »

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Les gens disaient ce qu'ils avaient envie de dire mais ils toléraient que les autres disent autre chose. L'alliance était réelle contre le fascisme. Le programme était un compromis.

**HENRI NOGUERES** — Les périodes de progrès social et politique ont été possibles parce que

*réaliste ! »* Peut-être, mais j'étais persuadé que c'était suffisant pour qu'ils participent au gouvernement. Les documents révélant ce qui s'était passé au bureau politique du PC ont été publiés depuis. On a su que Thorez était partisan de la participation et que, s'il y avait eu une attitude ferme de la part de Blum, il aurait obtenu la majorité au BP. Il faut savoir qu'une des raisons pour lesquelles le Front populaire, avant de se disloquer, s'est effiloché, fut l'évolution des rapports entre les socialistes au gouvernement et les communistes qui, de l'extérieur, criaient : « Blum à l'action ! »

**CHARLES MICHALOUX** — La politique choisie par la direction du

**« Un élément affaiblit le Front populaire, c'est le refus des communistes de participer au gouvernement. »**

PC a été conforme à celle que souhaitait Moscou, et la direction stalinienne d'alors expliqua que si les communistes participaient au gouvernement, cela effaroucherait les radicaux et les classes moyennes. Les plateformes d'unité des dirigeants en 1936 ou à la Libération étaient



Le verdict des urnes donne l'impulsion au mouvement social.

La réaction se reprend très vite. Ici, un groupe de fascistes provoquant des militants ouvriers.



**« La différence entre une réaction défensive et une volonté offensive, c'est le parti, la conscience, le projet. »**

ques semaines plus tard, quand on traversait la ville, on rencontrait des gars devant les usines qui nous disaient : « On voudrait faire grève et devenir un syndicat. » On sortait avec eux la table, et un quart d'heure plus tard, la totalité de l'usine était syndiquée, avec un secrétaire syndical élu. Le 1<sup>er</sup> Mai 1968, la manifestation syndicale centrale était plutôt médiocre. Mais le 13 mai fut extraordinaire. Ne dites pas : « Il ne se passe rien, il ne se passera rien ! », comme celui qui disait en avril 1968 : « La France s'ennuie. » Ne dites pas : « Fontaine, je ne boirai pas de ton eau. » Quand la conscience

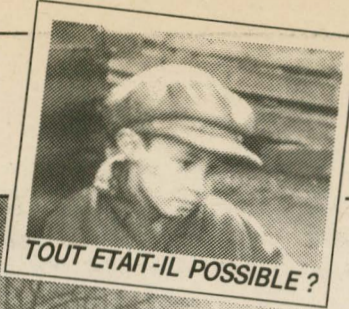
Premiers congés payés...



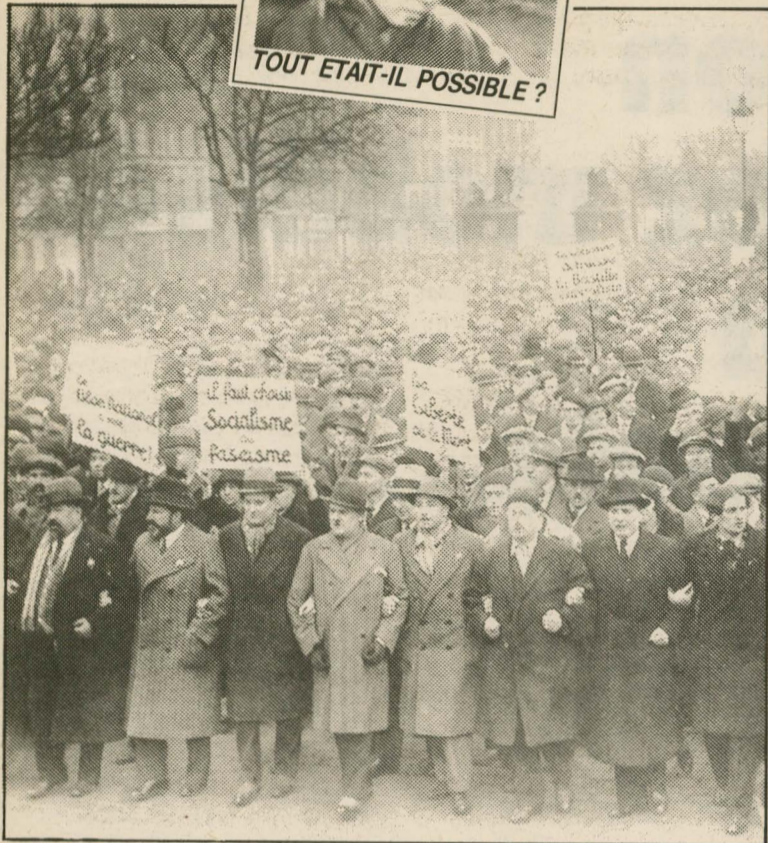
l'unité des forces de gauche a existé. En 1936, le fait numéro un fut l'unité syndicale. Néanmoins, un élément affaiblit le Front populaire, c'est qu'ayant fait la campagne électorale ensemble sur un programme commun, ayant obtenu une victoire commune, lorsqu'il s'est agi de gouverner, les communistes refusèrent l'offre de participation qui leur était faite. Alors qu'au sein du gouvernement, ils auraient été un contrepois important par rapport aux radicaux. Lorsque je m'en suis expliqué avec Léon Blum, il a levé les bras au ciel en me demandant ce qu'il fallait qu'il fit ! Je dis : « Les menacer de retourner devant les électeurs. » Lui : « Mais c'est ir-

timorées, limitées et se retournaient ensuite en armes pour canaliser et endiguer le mouvement de masse. Le programme du Front populaire a été réalisé parce qu'il était extrêmement limité. C'est la grève générale de Juin 36 qui a emporté le morceau sur des revendications même pas mentionnées dans l'accord électoral.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — En 1936, les travailleurs de cinquante ans, par exemple, n'avaient jamais eu, de leur existence, un jour de congé. Ils n'y avaient jamais songé et ne croyaient pas que c'était possible. Face à la mentalité patronale de l'époque, instituer, dans les



TOUT ETAIT-IL POSSIBLE ?



12 février 1934, point de départ de l'élan unitaire face au danger fasciste.

entreprises, une section syndicale et la laisser afficher tous les jours était un phénomène extraordinaire. Sur les plages, quand les premiers congés payés sont arrivés, il est vrai que les gens pleuraient en voyant la mer pour la première fois. Sur ce point comme sur toutes les autres réalisations de l'époque — les petites dactylos des compagnies d'assurance ont vu leur salaire plus que doublé entre juin et juillet 1936 ! —, il y eut le sentiment d'une énorme victoire, les grèves étaient réellement terminées. Quelle différence de ce point de vue avec 1968 quand, chez Renault, les gars ont dit : « Non, ça ne fait pas le compte ! » Ce n'était pas la même situation. En 1968, la réalité numérique du mouvement était triple de celui de 1936 ! Tout était touché. C'était le plus grand mouvement social qui ait jamais eu lieu en France. Mais les résultats sont bien maigres. Je n'ai rien contre la volonté d'aller au terme des mouvements sociaux, en les poussant le plus loin possible. Seulement, les étapes de ces phénomènes doivent être prises pour ce qu'elles sont. Et je ne pense pas qu'en 1936 on ait, pour l'essentiel, raté le coche. On n'interprète pas : « Tout est possible ! ». C'est vrai ou c'est faux.

**HENRI NOGUERES** — Que ce soit en 1936, au moment de la rédaction du programme du Front populaire, ou que ce soit à la Libération, au moment de la rédaction du programme du CNR, le Parti communiste était minimaliste. En 1936, c'était déjà la « main tendue » aux catholiques. Et en 1944, c'était la nécessité de réaliser l'union la plus large.

parativement à tout ce qui avait été formulé.

**HENRI NOGUERES** — Oui, mais on a forcé la main aux commu-

« Il ne faut pas se mettre au centre pour rassembler. La question de l'unité, c'est la question du projet. »

nistes sur un certain nombre de points. Leur premier projet était beaucoup plus timide.

**DIDIER MOTCHANE** — Il ne faut pas se mettre au centre pour rassembler. La question de l'unité, c'est la question du projet. Le syndicalisme français, dont on a noté la faiblesse quantitative relativement à d'autres pays, avait une force considérable, parce qu'il a toujours été mû par une perspective politique. Une des maladies de la gauche, et une des causes de la crise du syndicalisme, c'est le déficit de projet. A l'époque du grand développement de la CGT, il y avait un parti, le PC,

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Il faut rappeler que le programme du CNR a été celui qui, relativement, allait le plus loin com-



« Des canons, des avions pour l'Espagne » : des foules immenses contre la non-intervention.

« Tout est possible », disaient alors les militants pivertistes.



En quelques jours, des centaines de milliers de nouveaux syndiqués. Ici, les travailleuses des grands magasins.

qui avait un projet politique ou qui en donnait l'impression. En 1936, il y avait dans la réaction

« Les problèmes de l'unité syndicale, le bas niveau de syndicalisation, la dispersion des forces, sont des problèmes essentiels. »

des travailleurs quelque chose qui leur donnait la vision d'un choix politique.

**MAURICE KRIEDEL-VALRIMONT** — Les problèmes de l'unité syndicale, le bas niveau de syndicalisation, la dispersion des forces constituent des problèmes majeurs. S'il ne se passe pas quelque chose qui corrige ces phénomènes, il me paraît très difficile de revenir à des situations de changements effectifs. Il est devenu absolument admis que, du côté patronal, il n'y ait qu'une seule organisation et que du côté salariés, il y en ait plusieurs, agissant en ordre dispersé. Certains dirigeants font semblant de croire que les travailleurs n'aspirent pas à l'action commune.

En 1936, le mouvement d'unité syndicale marqué par le grand congrès de Nantes correspondait à une énorme prise de conscience dans le sens du rassemblement de la totalité des forces salariées. Entre 1981 et

1986, la gauche « détenait le pouvoir ». Mais sur ce terrain décisif de l'action syndicale, rien n'a été fait. On a même contribué à ajouter aux divisions existantes des divisions nouvelles (voir l'enseignement). Si on n'intervient pas de façon nouvelle en rétablissant la nécessité de la convergence de l'action syndicale, on passe donc à côté de l'essentiel.

**DIDIER MOTCHANE** — C'est la responsabilité des partis politiques de donner l'horizon de cette action. Regardez, aujourd'hui, quel est le dernier syndicaliste français (ce n'est pas une plaisanterie), c'est Mitterrand ! Sur qui, en réalité, compte-t-on pour freiner un peu la droite ? Ce n'est pas sur les centrales, mais sur lui. Qui peut discuter les ordonnances, mettre des bâtons dans les roues ? Les gens comptent plus sur lui que sur le reste.

**CHARLES MICHALOUX** — Cela en dit long sur la crise du syndicalisme, et c'est un peu de l'humour noir ! Mais en 1936, l'unité syndicale se réalisa comme résultat du courant convergent qui s'exprima dans la grève générale. Aujourd'hui, on peut difficilement envisager, pour des raisons politiques, et à cause de la durée de la division qui s'est cristallisée sous des formes politiques, un renouveau du mouvement pour l'unification syndicale, en dehors même d'un renouveau syndical tout court.

Propos recueillis par Natacha Brink

# ROUGE

## SOMMAIRE

Le chemin  
de la mobilisation

pages 2, 3, 4.

Rien ne va plus

page 5

Apartheid  
à la française

page 6

Pologne  
Un syndicaliste  
sous les verrous

page 7

Mexique  
L'envers du Mondial

Page 8

### JUIN 36

Le grand tournant  
Les témoignages  
de sept acteurs

pages 10, 11, 12, 13, 14, 15

L'épopée  
des Brigades  
internationales :  
deux combattants  
racontent

pages 16, 17

La culture  
dans les usines

page 18

Table ronde  
Tout était-il possible ?  
M. Kriegel-Valrimont,  
H. Noguères,  
D. Motchane  
Ch. Michaloux

pages 19, 20, 21, 22, 23

☆ Hebdomadaire édité par la  
société Presse-Edition-Communi-  
cation SARL au capital de  
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue  
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication  
et responsable de la rédaction :  
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :  
2, rue Richard-Lenoir, 93108  
Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes  
groupées).

☆ Composition, impression :  
Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

# Selon que vous serez mobilisés OU indifférents...

**O**n vous l'avait promis, ce  
*Rouge* spécial, et le  
voilà ! Nous, on n'est  
pas trop mécontents. Mais vous  
devez vous poser la question de  
savoir qui est responsable de  
cette petite merveille.

D'abord, ce sont tout sim-  
plement les travailleurs de 1936  
qui ont organisé cette formidable  
mobilisation, et nous nous deve-  
ons de remercier tous les mili-  
tants de cette époque qui ont  
bien voulu nous apporter leur  
témoignage.

Ensuite, ce sont les rédacteurs  
de *Rouge* ainsi que les camarades  
qui le fabriquent qui, en travail-  
lant d'arrache-pied, vous ont  
permis de revivre ces journées de  
grève générale.

Et puis, enfin, disons-le, ce  
merveilleux journal vous doit  
aussi beaucoup, parce que vous  
continuez à l'acheter et à le  
diffuser. Grâce à vous, anciens et  
nouveaux lecteurs, nous avons  
enrayé la chute continue des  
ventes et commencé à remonter,  
timidement, la pente.

Ce trimestre, nous avons reçu  
plus de 2 300 abonnements  
militants, soit deux cents de  
moins que nous nous étions  
fixés, mais nous n'avons reçu  
que le quart des quatre cents  
abonnements de soutien à 200  
francs que nous vous propo-  
sions. Bref, un brin de soleil  
mais pas encore l'anticyclone  
tant attendu.

Or, aujourd'hui commence la  
campagne d'abonnement du  
troisième trimestre et ce sera la  
plus difficile, car grâce à la lutte  
des travailleurs de 1936, une  
partie d'entre vous va partir en  
congrès. Et s'il ne peut y avoir de  
vacances sans *Rouge*, il n'y a pas  
de *Rouge* sans vous. Et pour  
ceux qui restent, *Rouge*, c'est  
l'outil de combat pour pouvoir  
partir. Alors, tout converge vers  
un seul geste : à vos chèquiers !  
Tout se résume en un seul mot  
d'ordre : pas de départ en  
congrès sans avoir versé à notre  
campagne !

## Juin 1936 - juin 1986

### Réunion-débat

organisée par Rouge

Salle B de la Mutualité  
Mercredi 11 juin  
à 20 heures

Avec la participation de **Didier Motchane,**  
**Maurice Kriegel-Valrimont, Henri Noguères,**  
**Charles Michaloux, Jacques Kergoat.**

### ABONNEMENT DE SOUTIEN 3 MOIS, 200 FRANCS AVEC LA REVUE MENSUELLE CRITIQUE COMMUNISTE

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Code postal .....

Règlement à retourner à l'ordre de la PEC,  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom .....
	France DOM-TOM	Etranger	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Adresse.....
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		.....
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F	Formule choisie .....
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter.			